LIRE EN P.12 NOTRE ENQUÊTE

MAIN BASSE SUR LA PRESSE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 1er FEVRIER
N° 364 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

* *

PS-PC ET LES DIVISIONS DE LA DROITE

QUAND «BONNET BLANC ET BLANC BONNET» S'ENTREDÉCHIRENT

Face à la division de la majorité, PS et PC pratique la politique de l'autruche. Ils ne veulent voir que ce qui les intéresse, c'est-à-dire pour le PS que la majorité s'autodétruit, et pour le PCF qu'il n'y a là qu'une manœuvre. Aucun des deux n'a intérêt à voir la réalité en face : certes Giscard et Chirac sont profondément unis par leur absence commune de perspectives, mais le fait que la division entre eux s'accélère montre bien à quel degré de blocage et d'incohérence la droite au pouvoir est parvenue. En fait, si PS et PC ne cherchent pas à voir la réalité, c'est bien par crainte de constater que eux aussi ont le même degré d'unité dans l'incapacité à proposer ensemble un projet crédible, comme ils étalent les mêmes divisions dans les marchandages électoraux.

voir p.3

Mme CLAUSTRE LIBÉRÉE

LES SALES COMBINES DE GISCARD CONTRE LES PAYS AFRICAINS

La libération de madame Claustre est le dernier épisode d'une suite d'échecs et de manœuvres ratées dans laquelle l'impérialisme français s'est engagé à la suite de son intervention impérialiste au Tchad. C'est dans le contexte de cette intervention et du soutien de la France au gouvernement de Tombalbaye que madame Claustre a été détenue par les Toubous. Giscard s'est tellement empêtré dans cette affaire qu'elle lui a coûté le départ des troupes françaises du Tchad en octobre 1976. En effet, alors même que le porte-parole du gouvernement français jurait ses grands dieux qu'il n'était pas question de livrer des armes à Hissene Habré, les tractations pour les acheminer sont révélées et l'ingérence française est dénoncée par les pays africains. Les relations entre la France et le Tchad ont été rompues pendant plusieurs mois et Giscard a du faire amende honorable, tout en continuant secrètement ses manœuvres.

Cette affaire lamentable d'un bout à l'autre dans laquelle l'impérialisme français a fait bien mauvaise figure, éclaire d'un jour cru sa présence en Afrique et son mépris total de l'indépendance des peuples.

Malgré les affirmations de Giscard qui prétend, par l'intermédiaire de son porte-parole, avoir mené cette affaire avec «ténacité et discrétion» le Frolinat affirmait hier que la libération de madame Claustre n'avait fait l'objet d'aucune tractation ou rançon.

p.7

COMITÉS DE SOLDATS : 21 NON-LIEUX

DES DOSSIERS VIDES TROP ENCOMBRANTS

Le 10 septembre 75 à Draguignan, 200 soldats du 19e d'artillerie descendent dans la rue.

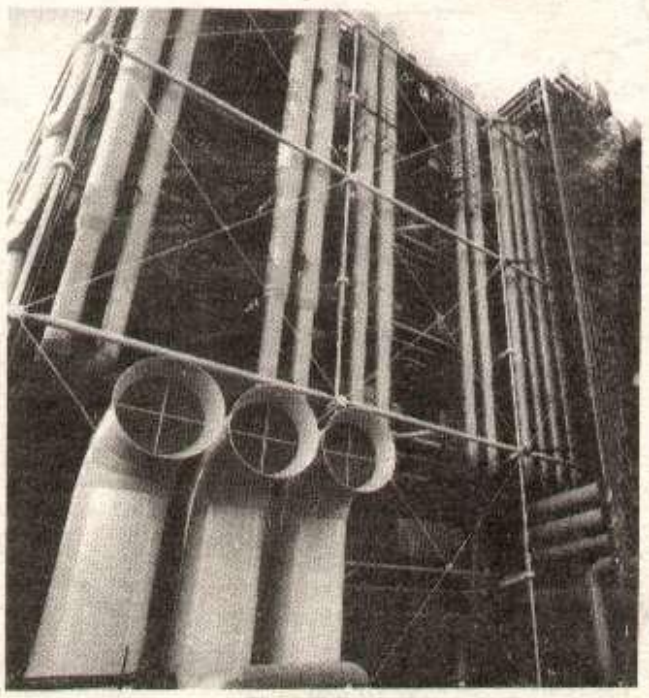
21 des 56 appelés et syndicalistes inculpés par la Cour de Sûreté de l'État ont bénéficié d'un non-lieu. Les autres pourraient bénéficier de la même mesure dans les semaines qui viennent. Dernier épisode d'une longue histoire, faite de déclarations fascisantes, d'attaques anti-syndicales, d'emprisonnements arbitraires, ces non-lieux montrent combien étaient encombrants les dossiers vides de Chirac pour Giscard. Une épine du pied dont il cherche à se débarrasser pour faire avancer un projet de réforme de l'armée, et en même temps les chances d'une recomposition de majorité présidentielle.

voir p.6

INAUGURATION DU CENTRE BEAUBOURG

Un prestige qui coûte cher

C'est hier soir que Giscard a inauguré le «rêve fou de Pompidou», le centre culturel Beaubourg. Un «pompidéum» qui a coûté un milliard de francs lourds pour la construction, cent vingt millions pour le fonctionnement, trois millions rien que pour laver les vitres. Un gigantesque «hangar de l'art» qui a l'allure d'une raffinerie où les idées tiennent la place du pétrole. Un échafaudage qui emploiera plus de 800 fonctionnaires, qui utilisera autant d'électricité qu'une ville de 10 000 habitants et qui doit recevoir 10 000 visiteurs par jour. Une fois que les lampions de la réception giscardienne seront éteints, une réception de 500 invités avec l'interprétation d'un «Impromptu» d'Ionesco (créé pour la circonstance), le centre Beaubourg ouvrira ses portes au public, mercredi 2 février.



voir p.9

JOURNÉE D'ACTION DES MINEURS HIER

Dans les bassins du Nord et de Lorraine

Mouvement suivi à 100 %

Comme on pouvait le prévoir, les mineurs ainsi que tous les travailleurs des Charbonnages qui étaient appelés à l'action par les Fédérations CGT, CFDT, FO, CGC et quelques fois aussi CFTC n'ont pas manqué cette occasion de rappeler avec force leur opposition au plan Barre et d'exiger satisfaction sur les revendications concernant tant les salaires que le maintien de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail. Le mouvement de grève a été suivi à près de 100 % par les ouvriers du fond dans les deux plus forts bassins, dans le Nord Pas de Calais et en Lorraine, mouvement très suivi également dans le Centre-midi et chez les mineurs d'uranium. L'appel «unitaire» des cinq fédérations n'y est pas pour rien et on évoquait hier dans les puits en grève le souvenir des mouvements de grève massif de 63 et 68... Mais tout aussi grande était l'interrogation des mineurs sur les suites nécessaires à cette journée d'action quand certaines fédérations syndicales répétaient qu'il faudrait attendre la prochaine entrevue avec le patron des Charbonnages... le 14 février.

ESPAGNE

DEPUIS VENDREDI, 500 MILITANTS ARRÊTÉS

Ce sont plus de 500 militants révolutionnaires qui ont été emprisonnés à la suite des mesures de répression prises par Suarez : 300 membres de l'ORT, 100 du PTE, et à peu près autant du M.C., d'autres militants de la LCR, du LC (trotskystes) et de l'UPG (nationalistes galiciens) ont été arrêtés.

ENQUÊTE

LES SIDÉRURGISTES LORRAINS AU COEUR DE LA CRISE -4-

"NATIONALISATION OU PAS, IL FAUT EMPECHER LES 9000 LICENCIEMENTS !"

par Richard Feuillet

Le référendum sur la nationalisation immédiate de la sidérurgie, organisé par le PCF, dans le bassin lorrain, s'est clos, il y a maintenant une huitaine de jours. Cette initiative a-t-elle été un succès ? Notons que «L'Humanité» n'y a consacré que quelques courts articles, bien que cette question des nationalisations soit au cœur du programme du PCF. Sans doute l'échec marquant du meeting qu'il a organisé dimanche 23 janvier, à Thionville (voir article), sur le thème des nationalisations, avait de quoi tempérer son enthousiasme. Et dans le résultat du vote, il faut compter, ce qui vient des voix des lycéens, des collégiens, de la petite bourgeoisie (le référendum était organisé par le PCF également dans les établissements scolaires, et dans les quartiers). Il reste que sur les 88 177 personnes, selon les chiffres du PCF, qui ont répondu favorablement à la question sur la nationalisation de la sidérurgie, une partie importante est constituée par des travailleurs de la sidérurgie.

Cela signifie-t-il une adhésion massive au projet de nationalisation, à la politique qu'il reflète dans son fond ? Les discussions que nous avons eues avec de nombreux sidérurgistes, y compris des adhérents du PCF, montrent l'ampleur des interrogations parmi les travailleurs, les doutes profonds sur ce que pourrait apporter aux travailleurs la nationalisation dans une société où ils ne sont pas les maîtres.

Comme nous font remarquer des militants CFDT de la Sollac, *«il était difficile de dire non, vu la façon dont c'était présenté»*. En effet, les bulletins de vote indiquaient : *«oui à la garantie de l'emploi, au développement économique, avec la nationalisation»*. Quel travailleur aujourd'hui, ne désire pas garder son emploi ? *«L'immense succès»* du référendum dont parlent les responsables du PCF en Lorraine est à mettre au regard de cette réflexion souvent entendue chez les travailleurs de l'acier : *«Ça apportera peut-être bien quelques petites améliorations, il ne faut pas le nier, mais bien sûr pour changer fondamentalement les choses, il faudra autre chose. Et puis, qu'est-ce qu'on a d'autre ?»*.

contre les mesures patronales, disaient : *«la nationalisation, on est pour, mais en attendant, qu'est-ce qu'on fait ?»* Les interrogations chez ces travailleurs deviennent plus marquées lorsqu'ils évoquent la célèbre *«perspective d'action»* qu'offraient les gens du PCF dans la CGT, pour *«s'opposer»* au plan Dherse, en 71 : l'implantation de la Saviem. Cela les amène à préciser leurs aspirations : *«Bien sûr, il faut du travail pour les jeunes. Mais cette Saviem, ça n'a pas apporté d'emplois nouveaux, sinon résorber un peu le chômage dans la vallée de l'Orne (Jœuf, Homécourt). Pour les reclassements, dans une autre société, ça ne sera pas le plus grave, s'il y en a, et il y en aura sûrement. Mais à la Saviem, le travail offert pour l'industrialisation de la région, parallèlement au maintien des emplois, une fois les usines montées, on discutera des conditions d'embauche d'abord !»*

Là où le scepticisme est le plus profond, la méfiance la plus grande à l'égard du projet du PCF, c'est chez ces travailleurs qui, étant à l'avant-garde de la lutte, En 67 et 71, lors des restructurations ont dû affronter plus que les autres encore, le PCF. *C'est en 66 que l'on a commencé à entendre parler de la restructuration, qui a abouti à la fusion Wendel, Sidelor, SSM (Société Sidérurgique Moselanne).*

« Déjà, la lutte n'a commencé qu'en 67 et les directions syndicales n'ont fait que demander des aménagements. Qu'on ne vienne pas de la Sollac qui n'étaient pas touchées, et la Sollac s'est mise en grève, ... mais trois jours seulement, car au niveau de la CGT, c'en est resté à un appel à la solidarité, sans jamais que soient mises en avant des revendications mobilisatrices, unificatrices, si ce n'est la retraite. Les gars du PCF, à l'époque, nous ont traités d'aventuristes, à Knutange, quand nous avons bloqué le viaduc et ils ont cherché les jaunes pour faire reprendre. A Moyeuvre, le maire PCF, De Pietri, s'est contenté... de faire sonner les cloches contre la fermeture ! Alors, la nationalisation !»

Comment croire le PCF, disent ces travailleurs, lorsqu'il prétend éviter tout licenciement, alors qu'aujourd'hui, il fait tout pour saboter la lutte qu'il faudrait mener contre ceux-ci ? Le PCF au cours du vote a supprimé plusieurs points d'intervention. Il valait peut-être mieux pour lui qu'il ne tombe pas sur ces vieux militants dont l'un d'eux nous disait : *«Ce n'est pas la peine de discuter 107 ans si la nationalisation va empêcher les licenciements. il n'y a qu'à regarder ce qu'ils font aujourd'hui ! J'ai milité au PCF trente ans, mais je l'ai quitté et je milite en dehors de lui»*.

Le doute des sidérurgistes ne peut que se renforcer devant des propos tels que ceux tenus par Fiterman du PCF, à Longwy : *«La nationalisation, c'est l'efficacité économique... Avec des représentants des travailleurs majoritaires au comité d'établissement, il sera possible d'augmenter la productivité, de produire plus... sans beaucoup plus de frais»*... Comment, sinon en licenciant ? Comment, sinon en restructurant ?

C'est d'ailleurs ce que nous disait un responsable local du PCF : *«Il faudrait tenir compte des réalités... faire face à la concurrence étrangère... en se reconvertissant»*.

«La manière dont c'était présenté»...

Les interrogations, portent pour beaucoup sur la question des licenciements, car c'est sur ce terrain que les travailleurs lorrains ont l'avant-goût le plus direct de ce que ferait le PCF au pouvoir.

Lors de la dernière manifestation à Thionville, des militants CGT, très révoltés *n'est pas équivalent, c'est une usine de montage. C'est toujours ça les reclassements dans la société capitaliste, donc actuellement, on ne peut les accepter»*. Le rejet du mot d'ordre *«pas de licenciement sans reclassement»* reflète une vigilance et des exigences accrues chez toute une frange de syndicalistes : *«Désormais, dans les combats qui se préparent nous dire que la combativité n'était pas grande : des meetings improvisés réunissaient cinq mille personnes et, un jour, alors que trois copains étaient blessés par les CRS, dix mille personnes se sont rassemblées en moins de trois heures sur la place d'Hayange. Mais il fallait se débrouiller tout seul. Il y a eu des gars d'Homécourt qui allaient voir toutes les boîtes*

«Dans l'atelier, on serait tous contre»...

«Nous produisons moins d'acier que l'Allemagne chez qui la productivité est supérieure de 30 %» claironne le PCF. Et de réclamer la nationalisation de la sidérurgie *«qui permettra de mieux se placer dans la concurrence étrangère»*, car *«ce sera un moyen de produire plus... Sans beaucoup de frais supplémentaires»*. (Conférence de presse de Fiterman fin 76, à Longwy)

Augmenter la productivité, c'est exactement ce que fait la bourgeoisie aujourd'hui. Résultat : les cadences, les mutilations. D'ailleurs le PCF, ne précise-t-il pas qu'il veut faire de la sidérurgie un *«second Renault»* dont on connait les conditions de travail ?

Avec les travailleurs de la SOLLAC nous évoquons USINOR-Dunkerque, la mort d'un ouvrier, en 74, suite à l'explosion d'une tuyère. Le PCF loin de remettre en cause les cadences, acceptait de monnayer la vie des travailleurs, avec des primes de risques, plus préoccupé des profits d'USINOR.

«Si c'était vraiment ça, je suis contre. D'ailleurs, dans mon atelier, on serait tous contre. Regarde, dans certains hauts-fourneaux, ils donnent une prime de poussière car tu n'y vois pas à deux mètres. Moi je préfère qu'on fasse une recherche pour supprimer la poussière, car 5 000 balles, ce n'est pas ça qui t'arrange».

Cette contradiction de fait entre les aspirations des travailleurs et le projet du PCF, nous la retrouverons souvent. Pour ces travailleurs de la Chiers, les choses sont encore plus claires : ***«Dans la région, les délégués du PCF, ont signé un accord où il est dit qu'il ne faut pas manquer, sinon c'est la prime de production qui saute ! Et la direction s'est félicitée du*** *«consensus social ainsi réalisé»* ***! La presse a dit*** *«que ni les organisations syndicales, ni la direction ne tenaient à faire de la publicité à cet accord de «collaboration de classe»* ***! C'est vrai que ça pose des questions...»***

Des questions auxquelles certains travailleurs répondent en quittant le PCF.

«Immense succès...»

Le PCF voulait donner une grande ampleur à son meeting de Thionville le 23 janvier. Préparé depuis un mois, avec la distribution de milliers de tracts, de nombreuses annonces dans la presse locale, ce meeting s'annonçait ou plutôt se voulait exceptionnel si l'on en juge par son contenu : forums-débats sur les sujets les plus divers, avec en vedette «l'intérêt de la nationalisation»; conférence de presse, participation d'un membre du comité central, projections de films, cérémonie de dépouillement des résultats du référendum. Aux dires mêmes du PCF, ce meeting était le premier du genre à être organisé à Thionville. Une première, donc !

Pourtant en 12 heures (durée de cette première !), on n'aura vu défiler que 2 à 300 personnes, dans une salle située à Longwy, en plein cœur du bassin minier, là où habitent des milliers de sidérurgistes. Encore, la proportion de cadres n'était-elle pas négligeable parmi l'assistance.

Ceci n'empêchera pas un responsable local de déclarer sans rire *«Pour être suivi par les masses, il ne faut pas être trop en avance sur elles, du point de vue des idées»*.

Le PCF n'aurait-il pas au contraire, quelque retard ?

POLITIQUE

GISCARD-CHIRAC ET LE PCF :

Quand blanc bonnet et bonnet blanc s'entredéchirent

L'escalade des déclarations spectaculaires au sein de la majorité, les «coups de théâtre» divers, retiennent l'attention depuis maintenant plus de dix jours. Face à cela, le PCF, lui même engagé dans de laborieuses négociations avec ses partenaires de l'union de la gauche à propos des municipales, maintient son analyse : il s'agit de manœuvrer de la droite, destinées à tromper les électeurs, et aussi à semer la confusion chez les socialistes. Pour la PCF, Giscard et Chirac, c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

René Andrieu, dans l'Humanité, soutient évidemment cette thèse, et en profite pour ridiculiser ceux qui, comme les socialistes du «Nouvel Observateur» considèrent que la droite «pratique la flagellation de ses propres flancs, qu'elle met de l'acharnement à s'autodisqualifier». Pour le PS, il s'agit de présenter une droite en décrépitude dont la seule solution serait un appel aux socialistes, pour le PCF il s'agit au contraire de montrer la droite encore suffisamment unie pour qu'elle nécessite en face une solide union de la gauche. En fonction de leurs intérêts particuliers, chacun des deux partis de gauche ne retient qu'un aspect de la situation.

Chirac et Giscard ont de nombreux points communs : ils sont tous les deux des hommes politiques bourgeois (qui en douterait ?) et en ce sens leur volonté de répression des travailleurs est manifeste. Quand le RPR accuse Giscard de «laxisme», c'est vis à vis du PS principalement. L'intervention de la police contre les travailleurs en lutte, les diverses manifestations de répression qui ont eu lieu depuis l'arrivée de Giscard au pouvoir montrent bien que le laxisme du gouvernement envers les masses populaires n'existe pas.

D'autres points communs existent entre les deux hommes, et avant tout l'absence de projet politique sérieux. C'est une évidence de dire que Giscard «pilote à vue», que sa politique de réforme s'essoufle. Et que lui reproche justement Chirac : de n'avoir pas de souffle, de manquer de détermination. Mettre le souffle et la détermination au premier rang des contradictions montre bien les limites des perspectives chiraquiennes. Pourtant la «majorité» est engagée dans un processus de division indiscutable, et qui ne peut aller qu'en s'aggravant. Du départ de Chirac du gouvernement en août 76 à l'échange de lettres hostiles de jeudi dernier, il y a plus qu'une manœuvre : il y a la transposition au sein de la droite aujourd'hui au pouvoir des difficultés capitales que connait la bourgeoisie française. Quand des politiciens en viennent à se diviser sur l'opportunité ou pas de telle ou telle combinaison de parti (en l'occurence l'alliance avec le PS ou pas), quand les rivalités personnelles et les ambitions particulières apparaissent aussi nettement, il ne s'agit plus de divergences secondaires au sein d'un même projet.

Certes, Giscard et Chirac, c'est blanc bonnet et bonnet blanc dans l'opposition aux travailleurs. Mais quand blanc bonnet et bonnet blanc amorcent un processus de division aussi important, cela concerne les travailleurs. C'est la preuve flagrante que la droite n'est plus capable de cacher ses contradictions, qu'elle n'est plus capable de s'unir autour de perspectives claires, et comme dirait Giscard, qu'elle est entrée dans une spirale dépressive.

Les fait sont là. Ni le PCF ni le PS, ne pourront longtemps les escamoter, pas plus qu'ils ne pourront escamoter que leur «union» répond aux mêmes critères que la droite : bonnet blanc et blanc bonnet engagé dans une lutte de plus en plus âpre et dont l'issue ne peut être que la séparation.

Nicolas Duvallois.

COMITÉ CENTRAL DU RPR :

SOUHAIT «D'UN CERTAIN APAISEMENT»

«Décrispation» au lendemain des affrontements verbaux de ces derniers jours, mais en même temps positions maintenues de part et d'autre, avec le potentiel de poursuite du conflit que cela comporte ; telle est la conclusion des deux principaux événements politiques du week-end côté «majorité» : le comité central du RPR et les déclarations de Barre à l'émission «le club de la presse». On peut s'attendre qu'au cours des prochaines semaines, la poursuite de ces phases de tension et de relâchement caractérise les contradictions qui traversent la «majorité».

«Le premier ministre doit être le chef de la majorité» et il doit *«observer la neutralité à l'égard des candidats de la majorité. Par conséquent, le gouvernement ne doit pas s'engager dans un sens ou dans un autre au niveau du premier ministre»*. Un *«apaisement* est nécessaire *«dans la perspective des élections législatives que la majorité devra aborder dans un esprit d'union». «le RPR dénonce le danger que constitue pour les institutions la mise en cause de la solidarité majoritaire par certaines polémiques insensées dirigées contre le président du RPR».*

A mots couverts, il est donc demandé à Barre de ne pas soutenir d'Ornano qu'il a lui-même désigné comme candidat à la mairie de Paris. Les *«polémiques»*, dénoncées chez les partenaires de la «majorité», pourraient recevoir du côté du RPR une certaine sourdine, au moins pour quelque temps.

Enfin, les ministres RPR apportent *«un soutien complet»* à la candidature de Chirac à Paris. Ce soutien et les limites qu'il comportera sont précisément le thème autour duquel les contradictions sont susceptibles d'évoluer dans les semaines à venir. On doit craindre en effet, du côté de la direction RPR, que certains, comme Guichard, plutôt hostiles à Chirac, soient l'objet de pressions giscardiennes visant à diviser le mouvement de l'ancien premier ministre.

Le comité central du RPR a élu quinze membres du conseil politique : André Bord, Michel Caldeguès, Joseph Comiti, Jean Falala, André Fanton, Colette Fouchet, Olivier Guichard, Paulette Labatut, Hélène Missoffe, Maurice Papon, Camille Petit, Jean de Préaumont, Alexandre Sanguinetti, René Tomasini, Jean Tibéri. Autres membres «de droit» : le secrétaire général Monod ; Debré, Couve de Murville, Messmer, Chaban-Delmas (anciens premiers ministres), les présidents des groupes parlementaires de l'assemblée et du sénat.

Line Renaud la voix du RPR

En bref...

• RAPIDE

D'Ornano a tenu hier une conférence de presse pour présenter son livre : «Une certaine idée de Paris». ***Ministre de l'Industrie, candidat qui anime une campagne à Paris, il a trouvé le temps d'écrire en quelques semaines un livre sur un sujet qu'il ne connaissait pas auparavant. Il n'a naturellement précisé ni le nom, ni le nombre de ceux qui ont rédigé pour lui. Il a annoncé que, s'il était élu, il abandonnerait ses responsabilités gouvernementales et politiques : une pierre dans le jardin de Chirac, qui entend bien rester président du RPR.***

• RIVAL

Chirac, qui devait tenir une conférence de presse hier soir, a renoncé par crainte d'être éclipsé par l'inauguration de Beaubourg. Il a manifesté l'intention de s'y rendre. Il n'a pas précisé si, comme Giscard, il avait invité des chefs d'État étrangers.

MONIN ORDURES SERVICES

LA CELLULE FANTOME

«Dans le cadre du renforcement du PCF, 64 adhésions ont été réalisés ensemble à Monin Ordures Service, à Lyon. Et ce à l'issue d'une lutte». C'est ce qu'annonçait l'Humanité il y a quelques semaines. Mais qu'en est-il de cette cellule ? Le PCF invite les travailleurs de Monin, tous immigrés, à une réunion sur leur lutte, dans l'arrière salle d'un café. 64 d'entre eux viennent, et se voient remettre un tract, avec un bulletin d'adhésion, préalablement découpé. Ils ne connaissent pas (encore) le PCF et croient qu'il s'agit de signer une pétition ou une lettre quelconque de protestation. Il faut préciser que ces travailleurs immigrés ne savent pas lire le Français. Ils signent donc ce qu'on leur a remis, et voilà, le tour est joué : 64 nouvelles adhésions au PCF. Inutile de préciser que la cellule-fantome ne s'est pas encore réunie, et qu'elle ne se réunira jamais !

PARIS : A GAUCHE COMME A DROITE

George Sarre, candidat socialiste à la mairie de Paris, a lancé hier une espèce d'ultimatum au PCF : selon lui, les positions de ce parti, qui vient de présenter ses têtes de liste dans neuf secteurs de la capitale, ne sont *«conformes ni à la justice ni au bon sens»*. Il craint que la *«chance»* de la gauche soit *«gâchée par la cécité du parti communiste et son désir de maintenir artificiellement les socialistes dans la position subalterne qui était jadis la leur»*.

MAIRE : MUNICIPALES

Edmond Maire, qui parlait, paraît-il, de la lutte contre le plan Barre, a précisé : *«cette lutte, bien sûr, passe par les élections municipales et par la victoire aux élections législatives»*. Histoire de confirmer que la CFDT fera, au niveau confédéral, le jeu de l'union de la gauche, il a rajouté : *«les action sur l'emploi décentralisées dans la deuxième quinzaine de février»* seront l'occasion de poser cette question aux candidats. C'était à la sortie du Bureau National de la Confédération.

BARRE

«JE VEILLERAI À CE QUE LE GOUVERNEMENT SOIT UNI ET SOLIDAIRE»

«Jacques Chirac ne cesse de dire que son mouvement et lui-même restent dans la majorité, qu'il demeure fidèle au président de la république, et qu'il maintient son soutien au premier ministre. Alors que je dis que nous sommes dans une situation que je déplore, mais je ne vois pas comment cette situation pourrait provoquer une crise de régime (...) On peut redouter que l'interprétation donnée de l'actuelle situation à Paris conduise à enclencher un processus que l'on ne pourrait plus dominer».

«J'ai rappelé aux ministres qu'ils n'étaient pas les délégués de leur parti dans le gouvernement. Et je veillerai à ce que le gouvernement soit uni et solidaire. Pour le reste, les ministres sont des hommes politiques qui appartiennent à des formations, et c'est leur droit de soutenir des hommes de leur choix, mais à la condition qu'ils ne mettent pas en péril la cohésion et l'unité du gouvernement. Je ne laisserai pas la situation parisienne compromettre en quoi que ce soit les mesures de redressement que j'ai entreprises».

«C'est une situation de discorde, et je dis en tant que premier ministre qu'elle ne dégénérera pas et que l'autorité du gouvernement ne se laissera pas entamer».

«Nous sommes engagés dans une politique de redressement qui nécessite des mesures sévères. Il faut, pour la réussir, un climat d'adhésion et de confiance (...) Ce qui semble compromettre la réussite de ce plan soulève ma crainte et mon inquiétude» : le premier ministre faisait ainsi allusion à la baisse de la bourse provoquée par l'aiguisement de la querelle de Paris la semaine dernière. Avertissement aux ministres RPR d'avoir à rester solidaires du gouvernement, en même temps que l'autorisation leur est donnée de soutenir, le plus discrètement possible, la candidature de Chirac. Volonté de préserver les possibilités d'action du gouvernement au cours des semaines à venir ; nouvel angle d'attaque contre Chirac, accusé de saboter la réussite du plan Barre : tels ont donc été les principaux traits des déclarations faites par le premier ministre.

POLITIQUE

MARCHAIS ET LA GUERRE

Un groupe de «personnalités» des pays de l'Est ainsi que quelques scientifiques occidentaux lancent un débat sur le désarmement. Ils posent le débat en ces termes : ou bien l'énorme déploiement d'aujourd'hui (60 % de la recherche consacrée aux armements par exemple) est inutile et constitue un gaspillage ou bien c'est justifié et il faudra un jour utiliser ces matériels... Participant de ce débat, Marchais en profite pour développer à nouveau les thèmes révisionnistes : non la guerre n'est plus un risque puisque les pays socialistes (l'URSS bien sûr) sont devenus plus forts que les pays occidentaux mais, aujourd'hui, à l'ère du nucléaire, il est suicidaire de poursuivre la course aux armements... pour la France.

En matière d'hypocrisie ont fait difficilement mieux : si l'URSS est devenue plus forte que les autres pays impérialistes, c'est avant tout dans le domaine militaire, et ce qui serait réellement suicidaire, c'est de ne rien faire face à son potentiel agressif. Quant à la fameuse coexistence pacifique, sur laquelle Marchais ne s'étend pas, elle consiste aujourd'hui à comparer les armements respectifs de chacune des puissances impérialistes, URSS comprises.

Barre - Bergeron

Accord parfait

Le secrétaire d'État Force Ouvrière, Bergeron, a été une fois de plus reçu par le premier ministre. En sortant, il a déclaré à propos de la sidérurgie et des crédits pour le patronat : *«Nous ne sommes pas par principe contre une aide de l'État, mais les fonds consentis doivent être contrôlés». «Si une aide de l'Etat était consentie», elle* devrait *«être assortie d'une contrepartie sociale ; ça doit être négocié avec la fédération FO de la métallurgie».* Et, naturellement, *«le premier ministre pense qu'en effet ça doit se faire de cette manière».*

Monsieur Bergeron est cependant inquiét : il y a *«un blocage de la vie sociale ; cela ne peut pas durer longtemps (...) Si une telle situation devait persister, il y aurait inévitablement, tôt ou tard, des réactions dont nul ne peut mesurer la dimension».* Vision d'horreur pour le chef de FO !

Congrès du PSU

66 % des votes favorables à la participation du PSU aux listes de l'Union de la gauche pour les élections municipales. Tel est le résultat le plus significatif du congrès de cette organisation, tenu ce week-end à Strasbourg. La tendance trotskiste qui a rejoint le PSU après la scission de Rocard a recueilli 22 % des mandats. Elle souhaitait des listes communes avec les trois autres organisations : LCR, Lutte Ouvrière et OCT, qui ont formé un cartel à cette occasion.

Enfin, une tendance, avec 11 % des voix, réclamait une importance plus grande pour les groupes de région, de minorités et de femmes. Déjà, dans nombre de villes, le PSU figure, au nombre d'un ou deux de ses membres, sur les listes de l'Union de la gauche pour les municipales. La tendance majoritaire est *«décidée à rechercher des accords avec les autres forces de la gauche, qu'il s'agisse d'accords sur l'unité d'action ou d'accords sur les solutions à apporter aux problèmes qu'un gouvernement de gauche aura à affronter».*

En bref... En bref... En bref...

SUFFISANT

«Jacques Chirac a pris une responsabilité redoutable. J'espère que tous, quelles que soient les formations politiques, nous n'aurons pas, un jour, à regretter gravement son action de division» a déclaré Poniatowski. Il a dit aussi : «Il n'existe pas d'anti-communisme primaire ou secondaire, mais un anti-communisme nécessaire». Le sien est bien suffisant...

MINCE

Résultats sans surprise à Lyon le premier tour des élections cantonales visant à remplacer Pradel à son poste de conseiller général : les voix se répartissent sensiblement de la même manière qu'en 73. On notera que la participation est toujours aussi mince : environ 30 % de votants.

PRESSÉ

«Le président de la république devrait provoquer immédiatement des élections législatives, avant même les municipales prévues pour les 13 et 20 mars prochains» a déclaré Jobert, rajoutant : «la deuxième possibilité serait que, constatant la crise, il remette son mandat en jeu et provoque des élections présidentielles». Alors candidat ?

COUPEZ !

«A Angoulême, le suffrage universel sur la base des critères prévus par l'accord national accorde 15,4 sièges à notre parti» a annoncé le secrétaire fédéral de la Charente du PCF. Il se met en quatre pour le faire admettre au parti socialiste.

GIROUDIEN

Devant les clubs giscardiens «perspectives et réalités», d'Ornano a estimé que de nombreuses femmes devraient être présentes sur sa liste municipale : forcément, quand on présente Françoise Giroud, déléguée à la condition féminine, contre Nicole de Hautecloque, du RPR !

LIBÉRATEUR (S)

«Il faut un maire socialiste pour libérer Paris» a déclaré Georges Sarre, candidat PS à la mairie de la capitale. L'ennui est qu'un autre libérateur en puissance se présente en la personne de Fiszbin, du PCF.

LE PAUVRE !

Stasi, centriste, suggère «d'enrichir le bagage idéologique de la majorité» en utilisant à la fois «démocratie française» de Giscard, la «démocratie du quotidien» de Chirac, et les idées du «nouveau contrat social» d'Edgar Faure : de quoi faire fortune, même si ce n'est pas «idéologiquement» !

UN DE MOINS

A Nancy, le giscardien Claude Huriet a retiré sa candidature à la mairie : il soutient celle de Coulais, qui vient d'être nommé secrétaire d'État pour seconder d'Ornano. Contre la liste du PS, il reste cependant en lice celle du maire sortant, Marcel Martin.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

TFR (LE PUY) :

UN AUTRE PLAN DE RESTRUCTURATION EN PRÉPARATION

LES TANNEURS RESTENT VIGILANTS

«*Le calme est revenu au Puy*» explique avec un soupir de soulagement la presse de Haute Loire après la colère qui vient de soulever les tanneurs et la population qui, par milliers, les soutient. Les tanneurs viennent de marquer un point dans la bataille qui les oppose au patron et aux actionnaires des TFR qui avaient mitonné un plan de «redressement» avec 172 licenciements à la clé. La Direction départementale du travail a refusé ces licenciements. Mais les tanneurs n'ont imposé cette décision qu'en menant avec éclat par deux fois une action énergique, séquestrant les patrons et leurs acolytes, malgré les bandes envoyées promptement à leur secours.

Annonay 1974 : Deux ans de bataille contre le chômage ont aiguisé la vigilance des Tanneurs.

Mais voilà que le patron et ses actionnaires se lamentent parce qu'on leur a torpillé leur plan de relance des TFR, laissant entendre que, sauf miracle de dernière heure, l'entreprise est promise à une irrémédiable liquidation. Cela pourtant ne saurait émousser la vigilance des tanneurs qui savent d'expérience que cette bataille contre le chômage n'est jamais définitivement gagnée...

L'histoire des TFR c'est en quelque sorte, depuis 1914, l'histoire d'une «restructuration» sans arrêt «manquée», d'une reprise cent fois «avortée». Les tanneurs d'Annonay, à quelques kilomètres en Ardèche, en savent quelque chose, eux qui, au terme d'une résistance mémorable de plus d'un an et demi aux licenciements, réussirent malgré tout à faire accepter le redémarrage d'une partie de l'activité.

Pourtant les concours financiers ne manquent pas depuis 1975 : 15 millions de francs lourds prêtés par le FDES, 20 millions de subventions d'État pour éponger des pertes annuelles d'au moins quatre millions par an. Les détournements de fonds n'expliquent pas tout. Il faut néanmoins remarquer que l'industrie française de la tannerie de peau à affaire à une rude concurrence internationale (notamment les peaux brutes travaillées à prix d'usurier dans certains pays du Tiers Monde) mais la spéculation sur ce marché est aussi orchestrée par des trusts français !

Néanmoins, le directeur des TFR croyait, à l'automne '76, tenir enfin son véritable plan de «redressement». D'un côté une nouvelle augmentation de capitaux (financée par Unigrain, le Crédit Agricole, l'IDI, la Socapa, l'Union laitière normande...) et vraisemblablement une prise de participation du groupe anglais Barrow-Hepburn et de l'autre côté, une première saignée de 172 licenciements comme prix d'une «réorganisation des ateliers». D'Ornano avait donné le feu vert à la mise en place d'un tel plan, à la seule condition, avait-il expressément noté, *«que les licenciements soient effectivement réalisés !»*

Mais voilà que l'action vigoureuse des tanneurs a remis en cause l'entreprise de restructuration que les actionnaires s'apprêtaient à avaliser le 12 février prochain. Il est vrai aussi que des considérations électorales ne sont sans doute pas étrangères à la décision de l'inspecteur du travail. Chirac (sur le fief duquel, à Bort-Les-Orgues, est implantée une usine des Tanneries), et Barrot, bras droit de Lecanuet et président du conseil général de Haute Loire, voyaient d'un mauvais œil toute une ville dressée contre les plans de chômage du pouvoir. A deux mois des municipales, c'était là un bien mauvais argument électoral...

Même si aujourd'hui patrons et actionnaires des Tanneries font mine de «lâcher» les Tanneries, ils ne font pas mystère qu'ils mijotent un autre plan «de sauvegarde». On saura ce qu'il en est le 12 février. Les tanneurs mettront à profit le répit qu'ils viennent de gagner par la force de leur lutte pour unir encore plus étroitement autour d'eux les travailleurs du Velay qui les soutiennent pour parer à tous les nouveaux mauvais coups possibles du pouvoir.

LUTTES OUVRIERES

JOURNÉES D'ACTION DES MINEURS HIER DANS LE BASSIN DU NORD ET DE LORRAINE, MOUVEMENT SUIVI A 100 %

UNE GREVE D'AVERTISSEMENT ?

On n'a sans doute pas fini de s'égosiller du côté de la rue Lafayette, à la Fédération CGT du sous-sol, sur la *«puissance exceptionnelle»* de la journée d'action hier dans les Charbonnages, qui mettait en mouvement toutes les catégories minières de France : mineurs de charbon, d'uranium, de potasse, ainsi que les carriers des Ardoisières de l'Ouest. Et, comme cela a été le cas pour les cheminots, jeudi dernier, ou pour les enseignants et la Fonction Publique, vendredi, les chiffres de participation à la grève indiquent avec une netteté indiscutable que les mineurs de toutes catégories ont témoigné massivement par la grève leur opposition au plan Barre et à la politique d'austérité.

Cette journée laisse-t-elle pour autant augurer un «nouveau tonus» à l'action revendicative, tant attendu des mineurs ? C'est en tout cas ce qui a été discuté abondamment sur les puits en grève hier. Quant aux Fédérations syndicales, en attendant qu'elles fassent un «bilan commun» de cette journée, elles n'offraient guère d'autre débouché qu'une nouvelle action au moment des négociations salariales... le 14 février !

DANS LES MINES D'URANIUM DU LIMOUSIN

Notamment à la Crouzille et Razès, les mineurs s'étaient entendus sur le principe d'une grève d'une heure en début de poste. Massivement donc, les mineurs ont réaffirmé à cette occasion leur volonté d'une revalorisation des salaires et leur *«refus net et sans compromis possible du plan Barre, tout simplement»*, comme nous le rappelait hier un responsable syndical de la Crouzille.

DANS LE BASSIN NORD-PAS DE CALAIS

Les chiffres officiels de la Direction ne laissent planer aucun doute sur l'ampleur du mouvement : elle annonce 98% de grévistes chez les ouvriers du fond et 88% chez les agents de maîtrise et techniciens du fond. Ce qui, *«si l'on tient compte du fait qu'elle compte les malades et les absents comme non-grévistes habituellement»*, précisait un responsable CFDT du bassin, permet d'affirmer qu'il n'a pas été extrait une once de charbon hier dans le bassin du Nord.

Hier après-midi, à 15 H, des délégations intersyndicales des différents puits se rassemblaient à Lille pour y déposer à la préfecture les traditionnelles pétitions qui circulaient sur les puits la semaine dernière. Les Fédérations CGC, FO et CFTC, contraintes par les diktats de Barre et le «blocage» de la politique contractuelle de s'associer à la grève, s'étaient effrayées d'une possible manifestation proposée par certains mineurs sur le bassin afin de donner plus de force aux revendications de travail, de suppression des inégalités dans les avantages en nature. Les mineurs du Nord-Pas de Calais insistaient tout particulièrement sur la nécessité de supprimer l'écart de salaire avec les autres régions minières de France : 17% de moins qu'en Lorraine, 12% de moins que dans les bassins du Centre-Midi... C'est cela aussi un des versants de la politique de division entretenue par les Charbonnages.

BASSIN DE LORRAINE

La grève a été tout aussi massive dans le bassin de Lorraine, même si chez les techniciens et cadres, la CGC s'est volontairement tenue hors de l'action. 90% de grévistes chez les ouvriers du fond des puits Simon, Marienau, La Houvre... Seulement 48 descentes enregistrées hier matin au puits Wendel sur 664 mineurs affectés à cette fosse. Pour les mineurs du jour, où la participation est traditionnellement moins forte, plus de 50% de grévistes malgré tout.

Au puits de Folschwiller, certains mineurs ont dû descendre afin d'isoler un feu qui venait de s'y déclarer. Toutefois, les mineurs qui avaient refusé par avance toute délégation à la direction, délégation jugée «folklorique», auront regretté qu'aucun rassemblement ne soit appelé sur le bassin bien que la direction ait supprimé les services de bus réguliers pour cette journée.

LES MINEURS DE FER DE LORRAINE

Seuls, les mineurs de fer de Lorraine s'étaient tenus hors de l'action nationale dans les mines, préférant, comme le disait l'un d'eux, préparer avec une attention particulière la journée nationale d'action en Lorraine, le 11 février, où se retrouveront les sidérurgistes, les métallos et tous les secteurs professionnels. Là, les mineurs entendent poser avec plus de force la riposte aux licenciements en cours, notamment les 120 déjà annoncés au puits Mancieulles.

MINES DE POTASSE D'ALSACE

Dans les mines de potasse d'Alsace, la presque totalité des mineurs étaient en grève, tant les ouvriers du fond que du jour. Cible principale des mineurs alsaciens : la politique patronale d'augmentation de la productivité conjuguée avec une diminution régulière des effectifs, *«et son corollaire, l'accroissement des risques et des accidents du travail»*, comme le rappelait un responsable syndical du bassin. *«Grève d'avertissement»* ont dit les mineurs qui ont particulièrement débattu du prolongement à l'action engagée. Après l'ulitme rendez-vous avec la direction, le 2 février prochain, les mineurs alsaciens se sont entendus sur une poursuite plus énergique de l'action *«pour faire entendre raison à ce patronat obstiné»*.

De même que pour les mineurs des Ardoisières de l'Ouest et des Bassins du Centre-Midi, la combativité de l'ensemble des travailleurs du sous-sol n'a pas besoin d'être démontrée plus avant. Sur ce point au moins, certains dirigeants des Fédérations syndicales n'ont guère de risque de se tromper. Mais reste cette question souvent posée par les mineurs : quel débouché à la grève ? Les fédéraux qui pourtant jurent leurs grands dieux que cette grève *«est riche d'avenir pour la lutte revendicative future»*, qu'*«elle portera loin»* ont trop tôt fait de freiner leur élan sur l'obstacle... des échéances électorales ! *«Passées les municipales, sans doute il sera possible de frapper un coup sévère contre le pouvoir»*, affirmaient des mineurs du bassin du Nord qui, plus que ces grèves «d'avertissement» à répétition, réclament qu'*«une issue efficace à leur lutte se fasse en s'associant plus étroitement aux autres travailleurs du secteur public et nationalisé et à l'ensemble de la classe ouvrière»*.

Julien LEBLOND

SPABA (Paris) : 3 semaines de grève... et 200 F d'augmentation !

Les travailleurs, au nombre de 250, de l'entreprise de construction SPABA, viennent de reprendre le chemin du travail après une lutte qui aura duré trois semaines, sur le chantier des Halles et de la Défense, lieux où ils travaillaient depuis plusieurs semaines. Ils ont repris en ayant auparavant fait reculer la direction sur un nombre de revendications non négligeables. Ils ont obtenu l'attribution d'une prime de fin d'année équivalant à 75% du salaire mensuel, 42 h 45 payées 45 H, avec rappel depuis le 15 novembre 1976, une prime uniforme de 800 F, 40 centimes de l'heure.

Au total, c'est 200 F minimum d'augmentation ! Il est possible de faire reculer les patrons, ces travailleurs l'ont montré !

William-Saurin aura-t-il la «peau» des deux militants CGT ?

Deux militants syndicalistes traînés en justice par une direction intransigeante qui veut leur «peau», après une lutte particulièrement offensive : c'est là un scénario qui a singulièrement tendance à trop se répéter sous le règne de la société giscardienne avancée. Philippe Florand et Daniel Heinrich, militants CGT de l'entreprise William Saurin en Seine et Marne en savent quelque chose, eux qui comparaissaient vendredi dernier devant le tribunal correctionnel de Meaux.

Ils n'étaient pas seul à bondir en entendant les récriminations de la direction qui les accuse de *«violences et d'illégalité»*. Deux cents travailleurs de William Saurin étaient là pour les soutenir, dans l'enceinte du Palais de Justice. Leur avocat, Charles Lederman, a rétabli les faits et n'a pas manqué d'indiquer le véritable sens de ces attaques patronales : porter entrave aux libertés syndicales et au droit de grève.

Les juges prononceront-ils la relaxe des deux militants CGT comme le leur a demandé Me Lederman ? On connaîtra la réponse le 25 mars.

CONSEIL NATIONAL CFDT,

en attendant les municipales...

Un Conseil National morne, ouvert par un rapport sans perspective, ni souffle, d'Albert Mercier (au nom de la Commission Exécutive) sur l'Action Revendicative. Telle est la réalité que tentait de masquer une présentation plus «tonique» des travaux du Conseil National, lors d'une conférence de presse, lundi 31 janvier. La Commission Exécutive, en mettant l'accent sur «l'action diversifiée» des 100 «points chauds de l'emploi» prévus pour février, et qu'elle estime être le «succès des mouvements coordonnés de la Fonction Publique», a voulu valoriser ce terne Conseil National. Les échéances municipales ont pesé sur les travaux, gelant de fait la situation...

Bien sûr, il y eut aussi une facette plus animée : sur l'Union Départementale de Gironde et la «démocratie syndicale». La Confédération fut interpellée dans le Conseil et ses commissions. Mais là-dessus, la Commission Exécutive Confédérale s'est fait discrète !

Quant à nous, nous en reparlerons plus largement bientôt...

S.R.

Berliet : deux nouvelles journées chômées les 14 et 15 février

Il n'a pas suffit à Paul Berliet de mettre au chômage technique les 20 000 ouvriers de son groupe à la fin de l'année 76. Il récidive les 14 et 15 février prochains. Et il laisse entendre que ça ne saurait s'arrêter là, que ces mesures conjoncturelles lui sont imposées par une *«nouvelle aggravation de la situation du marché du véhicule industriel»*. Cela n'a pourtant pas empêché Berliet, comme d'ailleurs Saviem, de présenter en ce début d'année, un bilan positif qui fait état de profits juteux pour l'année 76.

A Vénissieux, les travailleurs supportent de moins en moins le sempiternel chantage à la crise et au chômage. Ils jugent intolérables les amputations de salaire de 200 à 360 F que leur fait subir Berliet avec ces journées chômées à répétition. Ces derniers jours, ils l'ont prouvé en multipliant les délégations de protestation dans les différents ateliers de la firme lyonnaise !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Occupation du site de Gerstheim

PAS DE CENTRALE NUCLÉAIRE !

Ce dimanche 30 janvier, malgré la pluie et le froid, plusieurs milliers de personnes avaient répondu à l'appel du Comité d'occupation du site de Gerstheim. Tout a commencé mercredi dernier, comme l'explique Jean-François, un des responsables du comité d'occupation : *«Un pylône météorologique avait été installé depuis plusieurs semaines, celui-là même qui était à Fessenheim avant. Mercredi, quand nous avons su que des météorologues d'Entzhein et de Paris travaillaient sur le site autour du pylône nous avons lancé un appel à la population et 150 personnes ont décidé immédiatement d'empêcher les études de météo. Nous sommes décidés à occuper le terrain jusqu'à ce que le pylône soit démonté. Notre position est simple : on ne veut pas de centrale nucléaire à Gerstheim. Alors, pas besoin d'études préliminaire de météo pour une future centrale. L'EDF fait semblant de s'étonner en disant que ce pylône météo a été souhaité par les écologistes. En fait nous avons su que le site de Gerstheim intéressait l'EDF en priorité après celui de Fessenheim. D'autre part «Uss'n Follik» fait état dans sa dernière édition qu'il existerait un projet de création de deux usines d'enrichissement d'uranium également à Gerstheim».*

Décidément, l'Alsace, que certains croyaient endormie et aux mains des politiciens réactionnaires, bouge. Sur ce site occupé, les plus nombreux, ce sont les paysans de la région (la centrale avec ses annexes leur enlèverait 180 hectares de terres), ce sont les travailleurs, agriculteurs ou ouvriers qui craignent l'absence de sécurité et qui ne l'acceptent pas. La centrale de Fessenheim a été construite certes, mais le projet d'usine de téléate de plomb de la CWM à Markholsheim a été annulé par la mobilisation populaire. La centrale de Wyhl en Allemagne située juste en face, de l'autre côté du Rhin, cet égoût international, n'est pas encore construite. Les «burger-initiative» allemands qui étaient également présents dimanche à Gerstheim posent de plus en plus la question de réoccuper le terrain et ils savent que ce ne sera pas pacifique car le gouvernement SPD allemand veut tout faire pour implanter cette centrale.

Il y a véritablement un courant de lutte qui se construit en Alsace, les «portes ouvertes» de Erstein et de Malmerspach l'avaient montré à l'automne. Aujourd'hui on en a confirmation : les travailleurs se sentent trompés et n'acceptent plus les mensonges.

Correspondant Strasbourg

Affaire des comités de soldats

LES DOSSIERS VIDES TROP ENCOMBRANTS

La première vague de non-lieu intervenue dans l'affaire des comités de soldats doit être rapprochée de la campagne furieuse menée par le pouvoir contre ceux qui «démoraliseraient» l'armée.

A l'époque, le gouvernement Giscard-Chirac se saisit de l'affaire des comités de soldats pour lancer une vaste offensive contre les libertés démocratiques. Car au delà de la simple organisation des appelés dans les casernes, c'étaient les libertés démocratiques, politiques et syndicales des travailleurs qui étaient visées fondamentalement, comme nous le soulignions déjà à l'époque. Les perquisitions dans les locaux syndicaux, les contrôles répétés de militants, les perquisitions de syndicalistes de Blaupunkt, l'assimilation systématique de l'agitation dans l'armée à l'agitation syndicale en furent la preuve.

A l'intérieur même du gouvernement, ceux qui constitueront plus tard le RPR, étaient «en pointe». Chirac se porte en avant, réunit la cour de Sûreté de l'Etat, veut étendre toujours plus loin les inculpations...

Le pouvoir somme le Parti Socialiste de prendre position contre les comités de soldats. Il accentue sa pression contre la CFDT pour obtenir d'elle par la force et la menace, qu'elle «fasse le ménage des syndicalistes révolutionnaires». Rapidement le PS et la direction CFDT se démarquent ouvertement des révolutionnaires, et, en même temps qu'ils se font prier pour participer à des actions de protestation, entament le ménage dans la CFDT.

UNE VOLONTÉ DE DECRISPATION

Si Chirac a été à l'époque, le fer de lance de l'opération, il y avait encore un large consentement dans les rangs du gouvernement. Depuis bien des choses ont changé. La crise s'est aggravée dans les rangs de la majorité présidentielle, qui s'entredéchire en plein jour.

Le PS et ses hommes à la direction de la CFDT ont tenté une vaste offensive contre les révolutionnaires : établissements de fichiers de révolutionnaires, circulaires, dissolution d'Unions locales et départementales. Il est révélateur de voir, moins d'un an après la perquisition de l'UL CFDT de Bordeaux par la police, la direction CFDT dissoudre l'union départementale de la Gironde.

Le PS, a donc fourni et fournit tous les jours des gages de «loyauté». Il se comporte en «parti de gouvernement», un parti avec lequel Giscard n'exclut pas de gouverner.

Le gouvernement Barre essaye, en décrispant, de se démarquer de l'héritage laissé par son prédecesseur. Les dernières affaires de Comités de Soldats de Landau en RFA, de Tubingen et de Neustadt, de Melun, Lure, Moranga n'ont pas fait l'objet de poursuites de la part de la Cour de Sûreté de l'Etat. Les sanctions prises restent toujours sévères, mais elles sont d'ordre exclusivement militaires. Les mesures de non lieu semblent annoncer des mesures prochaines pour l'armée, s'inspirant (comme par hasard), des commissions régimentaires» proposées par le PS, à ce qu'il parait. Un pas de plus dans la voie de la recomposition de la majorité présidentielle...

Mais aujourd'hui encore 35 militants et soldats sont inculpés pour avoir exigé des droits démocratiques dans l'armée, c'est à dire, pour délit d'opinion. Leur emprisonnement est inadmissible. Exigeons l'arrêt immédiat des poursuites et la libération des emprisonnés !

P. Pujol

La manifestation des appelés à Draguignan en septembre 74

De «l'Appel des Cent» aux 21 non-lieu

17 mai 74 : «L'appel... des cent » est envoyé aux candidats aux élections présidentielles.

8 janvier 75 : Mobilisation importante à l'occasion du procès de trois soldats de Draguignan.

Novembre 75 : Création d'un premier comité de soldats à Besançon.

9 décembre 75 : Le nazillon Dupuy de Méry appelle les fascistes à lutter contre ceux qui menacent la France de «catastrophe et d'esclavage»

Le 26 novembre 75 : Chirac, à l'Assemblée s'en prend à ceux qui «démoralisent l'armée... Il dénonce une «entreprise de subversion». Le lendemain le Parquet de la Cour de Sûreté de l'État est chargé d'ouvrir une information contre X pour participation à une entreprise de démoralisation de l'armée. Le SDECE, la DST, la Sécurité Militaire sont mobilisées. 20 militants CFDT et soldats de Besançon sont arrêtés. Rapidement 16 appelés et neuf syndicalistes CFDT sont inculpés. Les UL CFDT de Besançon, Dijon, Bordeaux sont perquisitionnées.

La police judiciaire se permet de perquisitionner chez 5 militants CFDT (Blaupunkt) sous prétexte de séquestration de leur patron...cinq mois avant !

«Il ne faut pas confondre liberté et anarchie», précise Chirac le 3 décembre à France Inter. *«La sécurité exige une certaine autorité de l'état».*

Le 8 janvier 76 : 48 soldats et syndicalistes sont inculpés dont 11 emprisonnés. Le 15 janvier, les avocats des inculpés déclarent ne plus être liés par le secret professionnel et révèlent que les dossiers sont vides.

Un mois après, deux militants sont encore emprisonnés. La répression se fera désormais par «vagues» et avec plus de précision. Un militant du SNES et cinq militants d'extrême-gauche sont arrêtés. Partout des soldats sont mis aux arrêts de rigueur. Le 12 mai, 12 soldats et syndicalistes de Mulhouse sont inculpés par la Cour de Sûreté de l'État. Deux soldats du 4e RG de la Valbonne sont emprisonnés pour avoir refusé d'être de briseurs de grève. Après 25 jours de mobilisaion de masse, ils sont libérés. Bigeard lance un appel au *«rendement moral de l'armée».*

Ils ont déclaré :

Hernu, responsable du secteur armée du PS : *«Ces comités sont constitués pour provoquer des troubles dans l'armée... Certains travaillent avec des comités de soldats portugais».*

Le PCF : *«S'ils sont responsables, il n'y a rien à dire».*

Séguy : *«Il ne faut pas cautionner les provocateurs gauchistes, les inculpés sont peut-être coupables».*

Communiqué :

FASCISTES HORS DES MARCHÉS !

Samedi 29 janvier, les fascistes ont tenté de vendre leur presse pourrie aux cris de : «A bas la vermine rouge», sur le marché d'Aix-en-Provence.

Les anti-fascistes présents se sont mobilisés ainsi que des travailleurs faisant leur marché, qui ont rejoint le groupe composé d'une quarantaine de personnes prêtes à mettre fin aux provocations des fascistes et à les expulser du marché. Tandis que des flics arrivaient, ces derniers ont redoublé les insultes racistes et multiplié de plus belle les provocations. Dans l'affrontement, un camarade de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire a été blessé et embarqué par les flics. Des anti-fascistes ont organisé aussitôt une collecte pour réparer les dommages. Les passants ont soutenu largement ce geste.

Non aux provocations racistes !

UCJR. PCR ml. HR

Patrice de Charrette, l'avocat qui, en septembre 75, avait eu le courage d'inculper le PDG Chapron après l'assassinat d'un intérimaire, vient d'inculper M. Muguet, dirigeant alors la CMC à Lunéville dans les Vosges, de blessures involontaires. Un an avant, le 28 janvier 76, M. Barbuzza avait eu les deux jambes coupées par une chute de tôles.

AFFAIRE DE BROGLIE

Hier et aujourd'hui le juge Floch entend les dépositions du 7e homme, Albert Leyris. Du coup le policier Guy Simonet ne sera interrogé qu'en fin de semaine, ce qui lui donne quelques jours de plus pour fabriquer ses réponses. Faut-il s'attendre à des révélations de la part de Leyris permettant de savoir qui a fait quoi ? Soyons sûrs que de telles précisions ne seront pas divulguées, trop «d'amis», d'hommes politiques connus risqueraient d'être éclaboussés. Par exemple, peut-on savoir quel est le «bon client», de l'avocat Lucien Sberro qui a conseillé à Leyris de faire appel à lui pour le défendre ? Mille contre un que nous ne le saurons pas !

INTERNATIONAL

Affaire Claustre

Les sales combines de l'impérialisme français

La libération de Madame Claustre est l'aboutissement de trois ans d'hésitations et de contradictions de l'impérialisme français au Tchad. Au moment où, en avril 1974, Madame Claustre tombe aux mains des hommes d'Hissene Habre, le Tchad est la deuxième base militaire de l'impérialisme français en Afrique après Djibouti : plusieurs milliers d'hommes et des dizaines d'avions et d'hélicoptères : en effet les accords de coopération de 1960 reconnaissaient aux forces françaises la libre disposition des bases qui leur sont nécessaires.

En plus des troupes qui sont dans ces bases, l'impérialisme français dispose de «coopérants» techniques et militaires qui encadrent les ministères et l'armée tchadienne : c'est un de ces «coopérants», le commandant, chef de la police politique, que le gouvernement français a l'audace ou l'inconscience de désigner comme négociateur : cet individu, tortionnaire notoire est exécuté par les rebelles Toubous en avril 1975. Quelques jours après, le gouvernement de Tombalbaye est renversé. La junte militaire qui prend alors le pouvoir annule les projets de versement de rançon élaborés avec Tombalbaye. En octobre 1975, le gouvernement français s'empêtre dans une série de manœuvres lamentables : il monte précipitamment une opération de livraison d'armes pour répondre aux exigences d'Habré. Cette livraison, dénoncée comme «une ingérence inadmissible» par les pays africains provoque une grave crise avec le gouvernement tchadien qui exige l'évacuation des bases françaises. Mais le gouvernement de Malloum ne tenant pas ses promesses de «réconciliation» nationale et devant faire face à la fois à la lutte du Frolinat et aux rebelles Toubous, ne peut se passer de l'aide de l'impérialisme français : avec la visite de Chirac en février 1976, un nouvel accord de coopération militaire est conclu (le nombre de «conseillers» augmente et l'armée française retrouve le droit d'escale et de survol). Le gouvernement français doit officiellement renoncer à discuter avec Hissene Habré et déclare qu'il s'agit d'une «affaire intérieure tchadienne», ce qui ne l'empêche pas de tenter de négocier clandestinement.

Depuis qu'on savait en novembre 1976, que madame Claustre était désormais détenue par Goukouni et que le Frolinat avait annoncé qu'il ne réclamait pas de rançon et qu'il la libérerait après jugement, sa libération était pratiquement mal acquise ; nul doute que pourtant Giscard tentera d'en faire un succès personnel. Mais en fait, dans cette affaire, dont il porte depuis le début l'entière responsabilité, l'impérialisme français a été incapable de résoudre les problèmes posés par sa propre intervention au Tchad.

J.P.Champagny

L'impérialisme français toujours en place

La junte militaire de Malloum n'a pas, pour l'essentiel libéré le Tchad de l'emprise économique de l'impérialisme français. La culture forcée du coton, imposée par le colonialisme puis par Tombalbaye, est toujours une source de profits pour la société Cotonfran qui contrôle le Cotontchad. En 1973-1974, cette société franco-belge vendait 281 francs CFA le kg de coton acheté 31 francs CFA aux paysans, tandis que, de 1970 à 1974, le prix des chemises quadruplait.

LE FROLINAT : 10 ANS DE LUTTE

Depuis son premier Congrès en 1966, le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) a engagé la lutte armée pour une indépendance réelle, pour la rupture de tous les liens avec l'impérialisme français et «contre toute tutelle étrangère», avec pour objectif final le socialisme. Il a dénoncé l'opération de «réconciliation nationale» de Malloum qui ne vise qu'à donner un nouveau visage à la domination de l'impérialisme français.

La guerilla toubou, qui n'opère que dans le Tibesti était dirigée par Hissene Habre, ancien attaché de sous-préfecture dans les Ardennes, qu avait fait scission du FROLINAT. En novembre 1976, on apprenait que le chef militaire de la guerilla, Goukouni avait rejoint le FROLINAT.

ESPAGNE

UNITÉ DES PARTIS BOURGEOIS POUR RÉPRIMER LES RÉVOLUTIONNAIRES

200 militants révolutionnaires arrêtés en Espagne à la suite des mesures prises par le gouvernement espagnol à l'encontre du «terrorisme», mais aucune interpellation dans les milieux d'extrême droite. Le chef des «guerilleros du Christ Roi» libre d'aller et venir comme bon lui semble, tous les individus gardés à vue à la suite de l'assassinat perpétré dans le cabinet d'avocats de la rue Atocha relâchés «faute de preuve» à l'exception de l'Argentin Jorge Cesarsky, qui a été expulsé. Des pouvoirs accrus, presque illimités à la police, dont les liens avec les groupes fascistes, sont notoires : voilà de quoi estimer à sa juste valeur l'appel à la «riposte sociale» lancé par le premier ministre Adolfo Suarez, à la population espagnole contre la vague de terreur fasciste qui s'est abattue sur le pays depuis une semaine.

Cette riposte, c'est en fait contre le mouvement de masse des travailleurs espagnols qu'elle est dirigée. Dans un appel commun paru samedi, l'ensemble des journaux madrilènes prêche pour un *«Front Commun»* contre le terrorisme : *«La terreur,* déclarent-ils notamment *n'a pas d'idéologie. Démasquer ceux qui tentent de profiter de cette stratégie est le devoir de tous les Espagnols. Les serviteurs de l'ordre et les autres citoyens sont victimes aujourd'hui d'une seule et même violence qui veut semer la discorde civile dans notre pays... Il est nécessaire que le gouvernement et le reste des forces politiques se mettent rapidement d'accord et qu'ils adoptent des mesures énergiques pour sauver la paix sans affecter les libertés publiques».*

Aujourd'hui, révisionnistes et réformistes font chorus derrière Suarez, dont il qualifient les propos de «discours le plus honnête prononcé en Espagne depuis 40 ans». Le P«C»E va même plus loin : pour lui, les 3 policiers abattus vendredi ont été *«assassinés comme les ouvriers, avocats et étudiants, dans le même complot terroriste contre la paix et la liberté».* Cette déclaration de la Commission exécutive du P«C»E, a paru dans le quotidien catholique «YA» et dans «El Pais». Même s'il est de plus en plus évident que ces policiers ont été abattus par les éléments d'extrême droite qui se dissimulent sous le nom de «GRAPO», pareille assimilation est une insulte pour tous les révolutionnaires tombés en Espagne sous les coups de la police au service de Franco, un odieux subterfuge pour amalgamer tous les «extrémistes» dans un même opprobe et détourner les masses populaires espagnoles de la lutte pour leurs droits.

Les travailleurs espagnols ne s'y sont pas trompés qui sont venus par centaines de milliers rendre hommage aux avocats assassinés, alors que seuls quelques officiels et fascistes étaient aux obsèques des policiers.

LA CRISE DE L'ÉNERGIE AUX USA

UN MAUVAIS DÉBUT POUR CARTER

10 000 usines fermées en trois jours, des menaces de fermeture sur 10 000 autres environ ; des centaines de milliers de travailleurs américains en chômage technique faute d'un approvisionnement en énergie, bientôt un million de sans travail supplémentaires dans un pays qui en comptait déjà 9 millions. Les écoles fermées dans 17 États pour manque de chauffage. Une quarantaine de personnes mortes de froid, parfois dans leur voiture immobilisée par la neige. L'Ohio, le Mississipi, l'Illinois pris par la glace, qui immobilise les péniches porteuses de combustible : la vulnérabilité de la puissance US éclate dans les catastrophes en chaine déclenchées par l'attaque imprévue de froid.

L'hiver il est vrai s'est abattu avec une rigueur inhabituelle : moins 73 degrès dans le Minnesota, un vent polaire soufflant à 90km/h. Des milliers de personnes, renonçant à sortir, passent la nuit dans leur bureau, à l'usine, dans les cafés.

Les aéroports de plusieurs grandes villes (Indianapolis, Cleveland) ont dû être fermés, des dizaines de trains annulés chaque jour.

Mais cela est bien insuffisant pour expliquer la panique qui aujourd'hui est manifeste, surtout dans les États du Nord et de l'Est du pays, qui ne sont plus approvisionnés en gaz. Seule l'organisation des circuits de distribution et leur défaillance peut expliquer le caractère brutal et entier de cette pénurie : les compagnies productrices sont concentrées, en effet, dans le Texas et en Louisiane, et fixent à l'intérieur de leur État les prix qui leur conviennent. En revanche, sitôt exporté dans un autre État, le gaz est soumis à un contrôle fédéral, qui fixe les prix à un tarif généralement plus bas que celui pratiqué à l'intérieur de l'Etat producteur. Si bien que les compagnies préfèrent de beaucoup vendre chez elles, et stoquent dans l'attente du jour où les groupes de pression qui les soutiennent à Washington feront lever ce contrôle des prix.

Les Etats pauvres en énergie dépendent ainsi pour leur approvisionnement du bon vouloir de ces compagnies, dont la crise actuelle révèle l'âpre lutte pour le profit qu'elles mènent.

Carter, qui se trouve ainsi confronté à une crise grave et voit d'avance s'effondrer ses plans de redressement économique, a réuni son cabinet d'urgence qui lui donnerait, pour un temps, des pouvoirs spéciaux en matière de distribution d'énergie. Mais il est à craindre pour les travailleurs américains que ce ne soit là que l'arbre qui cache la forêt, dans une économie où la recherche du profit, l'anarchie de la production, la corruption et le gaspillage, sont des pratiques unanimement reconnues.

Affaire Sakharov

L'URSS REPOUSSE LA PROTESTATION AMÉRICAINE

A la suite de la mise en garde du département d'Etat américain contre les tentatives d'intimidation de Sakharov, l'agence Tass a protesté, en accusant les opposants au régime de Brejnev d'être manipulés par les USA.

Alors que l'impérialisme US tente de récupérer à son profit les luttes des peuples d'URSS et des pays de l'Est en se présentant comme un défenseur de la liberté, l'URSS se sert précisément de ces interventions pour discréditer toute opposition et l'assimiler à des agents de l'étranger qui seront soit déportés, soit expulsés : c'est cette conception que Brejnev avait déjà défendue en échangeant Boukovsky contre Corvalan. De même, la Pravda a qualifié d'*«ingérence flagrante»* la déclaration du département d'Etat américain concernant la «Charte 77» des opposants tchécoslovaques : l'occupation russe n'est sans doute pas une ingérence.

Au sujet de la mise en garde à propos de Sakharov, Carter a tenu à préciser qu'elle *«avait été faite sans qu'il en soit informé».* Il a pourtant déclaré qu'elle *«reflétait son attitude».* Cet embarras est significatif des hésitations et des contradictions de l'impérialisme US face au social-impérialisme. Faut-il continuer à appliquer la doctrine Sonnenfeldt consistant à reconnaître la domination soviétique sur l'Europe de l'Est en espérant que cela calmera les ambitions de l'URSS dans d'autres parties du monde, ou bien faut-il tenter de détacher des pays dominés par l'URSS grâce aux relations économiques ou en soutenant certains opposants. Apparemment la question n'est pas résolue au sein de l'administration Carter.

INTERNATIONAL

OPEP

Consultation pour unifier les prix

Dans une interview au «New York Times», le ministre séoudien du pétrole, Yamani, a déclaré que des négociations vont s'ouvrir bientôt, pour unifier les prix du pétrole. Allant dans ce sens, le ministre du pétrole de Qatar s'est rendu en visite au Koweit, en Irak, en Iran, en Lybie et en Algérie ; des délégations ont été envoyées dans les autres pays membres de l'OPEP, au Gabon, au Nigéria, en Indonésie, au Vénézuela, et en Equateur. D'après les journaux Koweitiens, le ministre de pétrole de Qatar cherche à convaincre les pays qui ont augmenté les prix de 10 % à renoncer aux 5 % prévus pour le 1er juillet et à convaincre l'Arabie Séoudite et les Emirats Arabes Unis d'augmenter leur prix de 5 % le 1er juillet. Ce qui aurait pour conséquence d'unifier les prix à partir de juillet.

CEE : AUGMENTATION DU CHÔMAGE EN 77

Selon la Commission de Bruxelles, l'année 77 connaîtra un ralentissement de l'expansion, un accroissement du chômage et une forte inflation. Il y a quelques mois, cette Commission envisageait un taux de croissance de 4 %, elle n'en envisage plus que 3 % pour cette année.

«Compte tenu du climat maussade des affaires, aucun redressement des tendances sur le marché de l'emploi n'est à espérer». La Commission de Bruxelles estime que le nombre de chômeurs en 77 serait de 4,9 % de la population active, alors qu'en 76, le taux était de 4,5 %.

CORÉE : LA PAIX N'EST POSSIBLE QU'AVEC LE DÉPART DES TROUPES US

La République Populaire Démocratique de Corée (Corée du Nord) a rejeté samedi la proposition d'un «pacte de non-agression» du gouvernement de Park Chung Hee. Cette proposition ne comprenait pas le départ des troupes d'occupation américaines qui est, comme le déclare l'agence de presse nord-coréenne, un préalable à tout accord «une mesure concrète pour écarter la confrontation militaire entre le Nord et le Sud, amorcer une détente, éliminer le danger d'une guerre nucléaire les obstacles à la réunification».

FRANCE POLOGNE : LA POLOGNE CONTINUE À S'ENDETTER

A la suite des travaux de la quatrième session de la commission de coopération économique franco-polonaise, on apprend que la France doit livrer à la Pologne pour 70 millions de francs de biens de consommation, en particulier alimentaires, ainsi que 300 millions de francs de produits sidérurgiques. Alors que les exigences croissantes du social-impérialisme (livraisons obligatoires de blé et de viande par exemple) ont aggravé la crise économique et les conditions de vie des masses, le gouvernement doit de plus en plus faire des achats aux impérialismes occidentaux.

Mais ainsi, il ne faut qu'accroitre son endettement : la Pologne vend surtout du charbon et des matières premières à la France qui lui vend des produits finis : le déficit de la Pologne à l'égard de la France ne cesse de s'accroitre : 1351 millions de francs pour les onze premiers mois de 76 contre 953 pour la même période en 75.

USA : FLOTTE NUCLÉAIRE DANS L'OCÉAN INDIEN

Un porte avion et deux croiseurs nucléaires américains viennent de pénétrer dans l'Océan Indien. La présence de la flotte américaine dans cette région est constante depuis 72, en même temps que s'intensifiait la présence soviétique ; c'est la première fois qu'il s'agit d'une flotte entièrement nucléaire.

CONFÉRENCE DES PAYS PRODUCTEURS DE SUCRE

Une conférence ministérielle des pays producteurs de sucre d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique s'est tenue les 24 et 26 janvier à la Barbade. Elle a préparé les prochaines négociations avec les pays du Marché Commun. Les pays de la Conférence ont souligné la nécessité de renforcer leur unité et leur vigilance : en effet, les manipulations des impéralistes ont fait baisser sensiblement les prix du marché mondial l'année dernière, et le Marché Commun remet actuellement en cause le protocole des accords de Lomé sur le sucre.

Ethiopie

UN JEUNE ASSASSINÉ PLUSIEURS BLESSÉS

Vendredi soir, des dizaines de bâtiments réservés aux organismes anglais et américains ont été attaqués avec des pierres et des cocktails molotov par des jeunes militants du PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien). Ils avaient quelques jours auparavant collé des affiches sur les murs de la capitale exigeant la formation d'un «gouvernement provisoire populaire», et appelant à une alliance des masses oppri- armées pour écraser les fascistes de l'UDE (Union Démocratique Ethiopienne). La police et l'armée avaient déchiré toutes ces affiches et effacé toutes ces inscriptions.

Au cours de l'attaque contre les bâtiments, la police a tiré et un jeune a été assassiné ; plusieurs autres ont été blessés. Depuis jeudi dernier, la grève a été décidée à l'université d'Addis Abéba. Devant l'aggravation de la situation, le DERG, (le parti au pouvoir), a accusé l'UDE de rêver à «instaurer la monarchie» et le PRPE de «petit bourgeois de droite», voulant faire croire au peuple éthiopien qu'il représente le socialisme, le «juste milieu».

Le prolétaire n'est pas un esclave.

Ce qui semble évident, c'est la progression du PRPE, qui est clandestin, surtout depuis le printemps 76, où il a envoyé ses militants dans les campagnes pour une campagne d'alphabétisation.

D'autre part, ce qui accentue les difficultés du régime actuel, c'est la tension qui existe sur la question de l'Erythrée, région qui demande son indépendance mais qui est considérée par le régime, comme au temps de l'empire, comme une province de l'Ethiopie. D'après certaines informations, des combats violents ont repris en Erythrée et les mouvements de libération d'Erythrée envisagent de proclamer l'indépendance et de demander son intégration à la Ligue Arabe. La tension dans la région risque de s'accroitre dans la période prochaine, où les deux grandes puissances interviennent, cherchant à contrôler la route de la Mer Rouge, étant donné que l'Erythrée donne sur la mer, alors que l'Éthiopie coupée de l'Erythrée n'y aurait aucun accès.

Italie

PATRONAT ET SYNDICATS D'ACCORD POUR RÉDUIRE LE «COÛT DU TRAVAIL»

Patronat et confédérations syndicales se sont trouvés d'accord pour *«accroitre la compétitivité du système productif et international»*. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de «réduire le coût du travail» (le plus élevé d'Europe, soit 16 % contre 4 % en moyenne), sans pour autant toucher à l'échelle mobile des salaires, qui a été l'objet d'une très forte mobilisation ouvrière en 75. L'accord porte sur :

- La suppression de l'indexation des indemnités au moment du départ à la retraite.
- la suppression des régimes particuliers d'application de l'échelle mobile.
- la suppression de 7 jours fériés, dont 2 seront payés à un tarif exceptionnel et 5 en heures supplémentaires.
- des mesures pour faciliter la «mobilité du travail» à l'intérieur de l'entreprise.
- l'instauration d'un nouveau système de contrôle des congés - maladies afin de contrecarrer l'absentéisme.

Au niveau local, la collaboration va parfois plus loin : à l'usine Alfasud de construction automobile de Naples, syndicats et patrons unis contre l'absentéisme et la basse productivité, ont passé contrat : en échange de pouvoirs accrus pour *«lutter contre les tendances corporatives et agir dans une stratégie d'ensemble de changement de la société»*, les directions syndicales ont accepté un «code des travailleurs» qui prévoit la fabrication de 750 véhicules par jour (au lieu de 620 précédemment), des «grèves moins fréquentes, largement discutées et avec des objectifs clairs». En échange, la direction s'est engagée à réviser les conditions de travail et à «restructurer l'entreprise».

Au moment où la Démocratie Chrétienne, à la faveur du «compromis historique», fait ainsi payer aux travailleurs italiens la nécessité de paraître un débiteur solvable aux yeux du Fonds Monétaire International, le scandale éclabousse à nouveau ce parti à travers plusieurs anciens ministres «mouillés» dans l'affaire des pots de vins versés par la firme Lockeed, scandale qui avait failli compromettre jusqu'au président de la République. Aujourd'hui, ce sont les 2 anciens ministres de la défense qui sont inculpés, quant à Mario Rumor l'ancien premier ministre, seule la crainte des conséquences politiques d'un scandale ont convaincu les membres de la commission parlementaire d'enquête de le déclarer innocent, à une voix de majorité...

S.V.

Iran

Répression et résistance

Dans un communiqué récent, l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran (OCPI), a apporté d'importantes précisions sur les récents assassinats perpétrés par la SAVAK (police politique du Shah) sur certains membres de son organisation, ainsi que sur l'exécution par l'OCPI de 3 conseillers yankees au mois de septembre dernier et le poids insupportable de l'impérialisme américain en Iran.

Bahrâm Arâm assassiné au mois de novembre, était membre dirigeant de l'OCPI depuis 71, et à ce titre avait joué un rôle important dans l'évolution de l'organisation depuis des positions d'Islam révolutionnaire jusqu'au marxisme léninisme. Quant à Hadj Shafi'iha, tué à la même époque, il était membre de l'OCPI depuis 1971.

5 000 COMPAGNIES US

A la suite de l'exécution de 3 espions, conseillers techniques américains, décidée par eux au mois d'août, les militants de l'OCPI apportent des précisions sur la domination de l'impérialisme américain : plus de 5 000 compagnies américaines organisent le pillage économique en Iran. Par là, le capitalisme américain est en mesure de dicter au Shah son orientation politique extérieure et intérieure, comme le montrent les importants achats d'armes réalisés en 76 : 8 milliards de dollars en une seule fois ! Plus de 40 % des actions des compagnies acheteurs du pétrole iranien sont détenues par les cartels américains. Près de 30 000 conseillers américains occupent une place prépondérante dans tous les organes de la vie politique, économique, militaire, et dans les services d'espionnage. Chacun d'eux reçoit un salaire au moins égal à celui de 120 ouvriers. La somme qui leur est versée chaque année atteint 25 milliards de doumans, soit le double du budget de l'éducation nationale du pays.

• TIMOR ORIENTAL : LE FRETILIN REMPORTE DES SUCCES

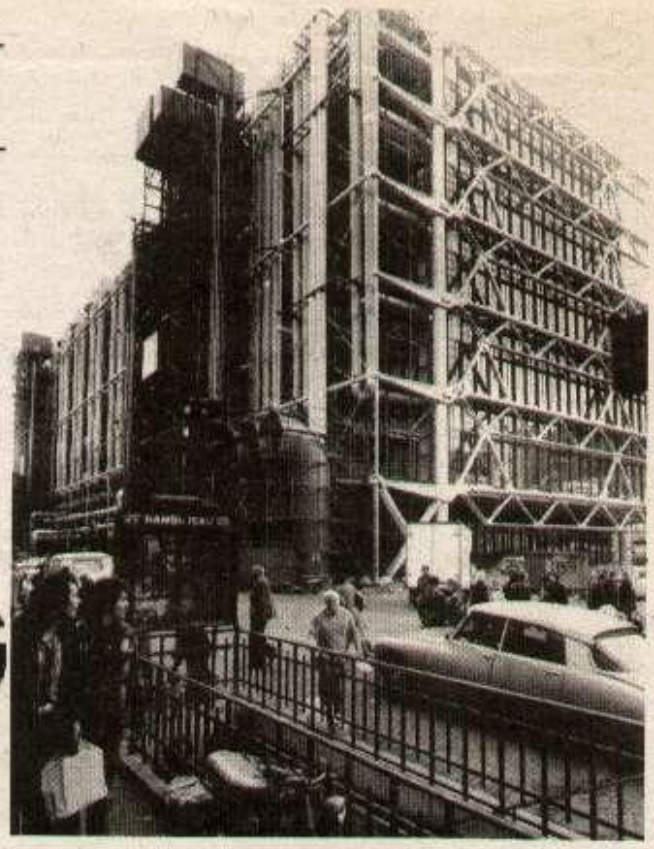
Depuis plus d'un mois, les forces indonésiennes tentent de franchir la région du Lois, en direction de Vataboro. Elles ont été repoussées par le Frétilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor Oriental). Au début du mois, les forces du Frétilin ont abattu 30 envahisseurs indonésiens, et récupéré des munitions et des médicaments. Elles ont aussi libéré en décembre le village de Remexio, à 30 km de la capitale Dili.

ENQUÊTE

Asphyxie d'un quartier populaire, vitrine de la culture bourgeoise

L'OPERATION BEAUBOURG

par Claude ANCHER



Hier au soir, à 21 heures, Giscard d'Estaing inaugurait à Paris «Le Centre National d'Art et de Culture Georges-Pompidou» construit sur le plateau Beaubourg, près des anciennes Halles... L'ouverture au public se fera aujourd'hui de 16 à 21 h .

Héritage controversé des rêves pompidoliens, le Centre qui a coûté 100 milliards d'anciens francs, est conçu pour recevoir 10 000 visiteurs par jour, accueillis par 800 «permanents». Enorme machine, il va coûter cher. Déjà, le PCF se pose comme ardent défenseur.

Pour les habitants du quartier, il est davantage synonyme d'asphyxie que de «culture»...

L'HÉRITAGE POMPIDOLIEN

Pompidou conçut le projet du centre de Beaubourg dès le début de son septennat en 1969 : *«Je voudrais passionnément que Paris possède un centre culturel qui soit à la fois un musée et un centre de création où les arts plastiques voisineraient avec la musique, le cinéma, les livres, la recherche audiovisuelle»* et en même temps *«doter Paris d'un ensemble architectural et urbain qui marque notre époque»*. Il ajoutait : *«Tout cela coûte cher. Mais sur plusieurs années, c'est finalement une goutte d'eau dans le budget de l'État»*.

Une «goutte» qui se monte tout de même à 100 milliards d'anciens francs ! Un concours international était lancé. En juillet 1971, le jury choisissait le projet de l'Italien Piano et de l'Anglais Rogers. En 1974, les travaux étaient arrêtés sur décision du tribunal administratif voisin (aménagement du quartier des Halles). 60 associations de défense de l'environnement réclamaient alors la suppression de Beaubourg, ce «monstre» dénaturant le quartier, et de plus dépassant d'une vingtaine de mètres les normes de hauteur des bâtiments. (Le centre est un énorme parallèlépipède de 166 mètres sur 50 mètres et 42 mètres de hauteur). En août 74, Giscard décidait de renoncer au centre de commerce pour le remplacer par un projet incluant un espace vert. Reflet des incertitudes de la classe qui nous gouverne, ce projet est toujours au point mort : le «trou» des Halles reste béant. Mais le Centre Beaubourg, ardemment défendu par Chirac, fut maintenu. Toutefois, les rêves pompidoliens ne sont plus guère de mise en des temps où l'impérialisme français connait une crise sans précédent. Le «Nouvel Urbanisme» giscardien en tient compte tout en cachant sa faiblesse profonde sous un prétendu souci de la «qualité de la vie». Cela explique la petite phrase de Françoise Giroud, secrétaire d'État aux affaires culturelles, lancée en septembre 76 : *«La gestion du centre»*, évaluée à 130 millions de nouveaux francs par an, *«n'ira pas sans difficultés»*...

L'asphyxie du quartier

«Alors, qu'est ce que tu en dis, de l'usine Pompidou ?» lance en plaisantant un vieux travailleur à un de ses voisins qui considère avec perplexité la masse de métal et de verre. Le chantier a beau durer depuis des années, ils ne peuvent s'habituer à la présence de ce bâtiment aux allures d'échafaudages, aux cheminées de paquebot émergeant sur la rue Beaubourg : *«Une raffinerie dans notre quartier, à côté de la vieille église St-Merri et des immeubles de style ancien ! Dans une ville nouvelle, je ne dis pas... et encore»*

Autour du centre, à la veille de l'inauguration, il y a foule. De petits groupes se forment et les conversations vont bon train. *«D'un certain côté, je ne suis pas faché que le chantier se termine : le bruit, la boue, les embouteillages, depuis que ça durait, ça devenait insupportable»*.

Au fil de la discussion on en vient vite à parler de tout ce que la construction de Beaubourg a bouleversé. D'abord il a nécessité la démolition de vieux immeubles. Des milliers de travailleurs ont du s'exiler en banlieue faute de pouvoir se reloger dans le quatrième arrondissement ou le troisième (Beaubourg est sur la limite). En effet, l'opération Beaubourg ne peut être isolée du plan de rénovation ou de «réhabilitation» de ces quartiers du centre de Paris. Beaubourg est le «phare culturel» que les promoteurs proposent à une clientèle riche qui vient habiter ce quartier autrefois populaire. Un vieil immeuble réhabilité signifie l'expulsion des locataires d'abord, ensuite des loyers exorbitants.

C'est la SEMAH, qui est chargée à la fois de l'aménagement des Halles et du plateau Beaubourg (elle est présidée par de la Malène (RPR) graine de candidat à la mairie de Paris avant «l'opération Chirac»).

«Avant, il y avait un grand café très fréquenté, des marchands des quatre saisons, des cordonniers, des petits magasins où on pouvait faire toutes ses courses». C'est dans son activité, dans sa vie même que le quartier a été frappé. Ainsi ce n'est pas seulement par son architecture, que le centre écrase le quartier.

Le PCF et Beaubourg : Une «logique culturelle» qui échappe à la droite !

Le PCF est un ardent défenseur de la distillerie de culture qui a nom Beaubourg. Devant cette usine à culture, les révisionnistes semblent très à leur aise et en prennent la défense. Dans son hebdomadaire : «France Nouvelle», du 25 octobre 76, le PCF a clairement indiqué sa position là-dessus, sa défense du centre Pompidou reflète bien ses conceptions dans le domaine culturel.

**Sous le titre «Beaubourg, une logique culturelle qui échappe à la droite» on peut lire : *«Beaubourg encombre la droite. Elle attaque aujourd'hui dans le style giscardien, le rêve pompidolien qu'elle défendait hier»*. Et le PCF de se féliciter du modernisme, du caractère interdisciplinaire du Centre ; de caresser les «spécialistes des arts» dans le sens du poil *«ce vaste ensemble est dirigé et animé par un personnel de 800 spécialistes, conservateurs, conseillers, administrateurs dont il n'y a aucune raison de mettre en doute la compétence et l'intense participation critique au projet...»* Puis de développer sur le thème de «la création». *«Dans les nouvelles tâches culturelles de l'État qui se dessinent aujourd'hui autour de Beaubourg, se joue une question essentielle, celle de la liberté de création»*. Une liberté enfreinte principalement par l'étroitesse des crédits, selon le PCF. Après une tirade démagogique de Chambaz *«il ne s'agit pas d'un luxe pour la France, car il ne saurait y avoir de dépenses excessives pour la culture...»* L'article conclut *«l'ambitieux projet est à la mesure de la place que la France et Paris peuvent occuper sur la scène mondiale. Beaubourg est ainsi devenu un projet que seule la gauche saura mener jusqu'au bout»*.

QUI SERA LIBRE DE CRÉER QUOI ?

Beaubourg, conçu sous Pompidou, vaste et onéreux «Mammouth culturel» est le produit de la société capitaliste où la bourgeoisie mettait en avant le mythe de la société de consommation.

Beaubourg correspond tout à fait à la conception de la culture des révisionnistes. Comme pour l'école, tout est affaire de crédits et des crédits ici, il n'en a pas manqué...

Quand le PCF parle de liberté de création, il omet de préciser deux choses essentielles. De quelle création s'agit-il ? Sinon de recherches artistiques éclectiques et sophistiquées, coupées des préoccupations et des aspirations populaires. A qui profitera cette liberté ? Sinon, à ces fameux spécialistes vivant dans leur ghetto culturel et produisant une culture qui sert les intérêts de la bourgeoisie, une culture faite pour cette petite bourgeoisie, ces cadres, ces ingénieurs, que le PCF affectionne.

LES VRAIS BÂTISSEURS DE BEAUBOURG

On parle peu des vrais bâtisseurs de Beaubourg. Après de longues années de travail, on a demandé aux ouvriers du chantier de finir le plus vite possible, municipales obligent ! Pour tenir les délais, les ouvriers ont été astreints pendant une semaine à des journées de 10 heures, samedi compris. Certains travaux se font même la nuit ! Les ouvriers de la CGEE Alsthom ont été contraints de faire des heures supplémentaires de façon tout à fait illégale. Les feuilles de paye auraient même été falsifiées pour que l'excédent en heures ne ressorte pas. Certains ouvriers font plus de 70 heures par semaine. Le rêve culturel de Pompidou aura coûté la mort de deux ouvriers sur le chantier, et un grand nombre d'accidents de travail. Le chantier terminé, les ouvriers iront travailler ailleurs, loin d'un centre culturel qui n'est pas pour eux....

Une excroissance dans le «désert culturel»

Dès sa présentation l'architecture de Beaubourg a déclenché la polémique car Beaubourg est la négation du quartier ancien qui l'entoure. Ce Centre est le reflet évident d'une société capitaliste encore confiante (en 1969)... dans son essor industriel et technique et exprimant symboliquement par un bâtiment en forme d'usine pétrochimique, une de ses préoccupations essentielles : l'énergie.

LA CULTURE EN CINQ ÉTAGES

Le centre comprend 4 champs d'activité :

- Une bibliothèque publique d'information avec à terme 1 million de documents divers (livres, films, disques...)
- Le centre de Création industrielle, chargé de réfléchir et de renseigner sur le «Cadre de vie» : urbanisme, design, produits industriels...
- Le Musée National d'art moderne rassemblant des toiles et des sculptures de 1905 à nos jours, et présentant des expositions.
- L'Institut de Recherches et de Coordination Acoustique / musique, pourvu d'équipements très sophistiqués (ordinateurs, etc...).

Le Centre ne fait que regrouper en un même lieu des activités qui existaient déjà séparément. Mais par là-même, il prétend abattre les cloisonnements, instaurer une interdisciplinarité.

UNE EXCROISSANCE CULTURELLE

Compte tenu du budget dérisoire consacré à la «culture», il est clair que le fonctionnement du Centre se fera nécessairement au détriment de la vie culturelle des régions déjà sous-équipées et où les formes de culture populaire sont écrasées par le centralisation bureaucratique de l'État capitaliste.

En guise de consolation, les responsables de Beaubourg affirment : *«Décentraliser, c'est permettre à la province de s'exprimer !»*. En accueillant par exemple des expositions venues de province...' et ne reflétant nullement les préoccupations et les aspirations des masses des différentes régions.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES	*PARMI LES DISQUES*
☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung	☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme	☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse	☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic	☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais	☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
☐ - L'Antidühring d'Engels	☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)
☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine	

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J.Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e
Cinémas (tarif étudiant tous les jours)
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

COURRIER

A PROPOS DE LA UNE

Je tiens à vous féliciter pour le «Courrier des lecteurs», enfin il revit. De plus, les réponses du QdP sont une bonne chose. Une critique, elle concerne le «programme TV». Pourquoi le journal n'indique-t-il pas les programmes assez intéressants, ceux qui sont nuls. Cela manque en effet pour «composer» sa soirée, lorsqu'on n'a rien d'autres à faire.

En ce qui concerne la présentation du journal, la «une» doit être particulièrement claire et soignée. Ainsi, les deux ou trois titres principaux avec les photos appropriées et les autres titres développés dans le Quotidien.

Mais, il faudrait ne pas commencer un début d'article en première page, c'est assez ennuyeux pour lire. En revanche, le Quotidien pourrait composer un article entier à gauche, comme plusieurs fois cela a été le cas. De plus, le QdP doit continuer ses titres sur fond noir au-dessus du nom, en effet, dans les kiosques il est reconnaissable de suite.

M.G. Saint Malo

Que se passe-t-il au Portugal ?

Nous sommes régulièrement tenus au courant de ce qui se passe en Espagne, il y a eu une très bonne série. Mais que se passe-t-il en Italie, mises à part les déclarations de Berlinguer ? Et que se passe-t-il au Portugal ? (...) Que de leçons vivantes au Portugal, pour montrer que la bourgeoisie a gardé le pouvoir d'Etat tout au long, depuis le 25 avril, et qu'elle procède à la récupération de tout ce qui avait pu lui être grignoté dans les fermes de l'Alentejo ou dans les usines. Beaucoup de gens disent : mais comment cela a pu se passer, que le peuple se laisse faire, alors qu'il semblait que l'on était si près de la révolution. Il faudrait donner des éléments de réponses, dire un peu ce que pensent les révolutionnaires portugais. (...)

En ce qui concerne le cinéma, il y a eu des critiques qui ont été faites aux articles de Boulogne, elles étaient justes à mon sens, et depuis beaucoup d'articles de Boulogne semblent différents. Je vous fais une suggestion, pourquoi ne pas faire systématiquement des articles sur le cinéma positif, j'entends sur les nombreux films révolutionnaires faits par des groupes militants ; vous l'avez déjà fait pour un certain nombre, comme Front Paysan aujourd'hui, ou l'Olivier, je crois, et en plus en donnant aux gens les indications d'adresse pour pouvoir projeter ces films.

D. Strasbourg

Communiqué

WEEK-END D'INFORMATION ET DE FORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 FÉVRIER 1977

PROGRAMME
SAMEDI 5 FÉVRIER :
Le Sahara occidental
- la terre
- les hommes
- leur histoire

Evolution de la situation actuelle

Evolution de la situation actuelle depuis la MARCHE VERTE
- sur le plan militaire
- sur le plan diplomatique
- l'évolution politique intérieure

21 H : Projection du MONTAGE DE DIAPOSITIVES ou d'un film sur le SAHARA OCCIDENTAL suivie d'un débat

DIMANCHE 6 FEVRIER
L'ASSOCIATION
- ses buts
- le travail déjà fait
- le matériel disponible

QUE FAIRE MAINTENANT ?
- les souhaits du FRONT POLISARIO
- Groupes de travail sur les différents types d'interventions à développer pour soutenir le peuple sahraoui (bilan et perspectives)
- Groupes de travail (suite et fin)
- Conclusions

Organisé par l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
BP 236 75264 Paris Cédex 06
Tél : 033 79 10
LIEU DE RENCONTRE :
Librairie «L'Harmattan» 18, rue des Quatre Vents
75 006 Paris (Métro : Odéon)

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FRONT ROUGE N° 12 VIENT DE PARAITRE

5 F + 2 F de port

Passez vos commandes à FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

Editorial

Du RPF au RPR :
- Vers la crise politique

Parlement Européen :
- Contre l'indépendance nationale

A propos du travail syndical :
- L'antisyndicalisme, rançon du révisionnisme

Dossier Chili :
- Quelques points de repère

Enquête :
- Les travailleurs du Livre aujourd'hui : La fin d'une corporation

Caisse d'Épargne :
- «Les OS de la paperasse les mieux payés de France»

Critique de film :
- Un point de vue sur «1900»

Histoire du mouvement ouvrier :
- La théorie des forces productives

URSS :
- La répression en URSS

Vietnam :
- Après le IVe Congrès du PTV

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

12e épisode

Le lendemain, lorsque la fille monta, il lui dit, de son fauteuil :

— Je prendrai mon déjeuner de ce côté.

— Ha, bien ! dit la fille en souriant.

Elle disposa les plats exactement comme la veille, au millimètre près.

Vieljeu trouva cette constance admirable.

— Elle doit faire l'amour comme elle met la table, au millimètre près, se dit-il.

Cette idée fit son chemin. Le lendemain matin, alors qu'elle organisait son plateau, Vieljeu lui prit la taille. Elle se retourna en souriant. Il l'embrassa.

— Oh ! vous, les Français ! dit-elle quand il l'attira vers le lit.

Vieljeu constata avec plaisir qu'il s'était trompé. On peut toujours commencer à faire l'amour au millimètre près. On finit souvent à l'infini.

Michel emmena plusieurs fois Katherine à Haufbräu Haus, le soir après son travail. Ils valsaient et dansaient la polka, se moquaient de la « grosse musique allemande », plaisantaient avec les voisins, entassés autour des énormes tables, écrasés par les colonnes qui soutiennent cette cave géante. On se donnait le bras pour chanter des marches militaires, on se balançait en cadence de droite et de gauche.

Katherine était belle. Elle avait des cheveux blonds, des yeux bleus, des jambes fines pour une Allemande. Michel l'appelait « la Teutonne ». Elle eut quinze jours de vacances qu'ils passèrent en Autriche. Ils firent l'amour dans le foin, dans la paille, sur les prés, sur des rochers, dans les bois ou dans un lit, et jamais au millimètre près.

Vieljeu rentra en France. Katherine lui écrivit : « Je suis enceinte. » Il lui envoya de l'argent ; le sénateur s'en aperçut et trouva « le déclassement » de Michel d'encore plus mauvais goût que son pangermanisme.

Michel dépendait financièrement de son père. Ses amours d'Outre-Rhin ne l'empêchaient pas de sortir avec une fille du monde, Hélène de Mesnart. Le sénateur sut exiger un mariage, espérant « ranger » son fils. Michel obéit au doigt et à l'œil ; il marchait dans le rang mieux qu'un Boche. Il se maria donc à vingt-deux ans. Son père se disait « contre » les mariages jeunes, tout en soulignant que, dans « certains cas », ce remède était nécessaire.

En rentrant de sa lune de miel, Michel trouva une lettre de Katherine, accouchée d'un garçon. Il se mit en colère ; assez pour se donner le courage de refuser le cabinet d'avocat que son père lui offrait. Libre, il chercha du travail ; un peu tard.

Jusqu'en 1939, Michel continua à envoyer de l'argent à Munich. En 1938, il suivit Daladier là-bas comme reporter. Il vit Katherine et Michel, son fils. Il lui ressemblait comme deux gouttes d'eau. Le père en fut horriblement surpris, furieux contre cette Allemande, qui s'obstinait à ne pas le décevoir, refusant même de pondre un Allemand blond et bleu qu'il n'aurait pas aimé.

Vieljeu, le jour des dix-huit ans de ce fils, en 1943, se saoula copieusement, confiant à qui voulait l'entendre :

— J'ai fait un soldat à la Wehrmacht. Je suis un salaud.

Une nuit de décembre 1942, à Sassenage, sur le versant nord-est du Vercors, Henri Morestel abandonna un moment son travail. Sur sa machine à écrire, il tapa une *Note sur les Possibilités d'Utilisation Militaire du Vercors*. Il commençait par ces mots : « Il n'y a pas en France de citadelle naturelle comparable à celle du Vercors. » Il concluait par un avertissement : « Le projet ci-dessus ne serait évidemment réalisable que par surprise, et à la faveur d'un état de désorganisation déjà avancé de l'ennemi. »

Morestel avait écrit d'un jet ces trois feuillets. Il se leva et ouvrit la fenêtre. Il baigna d'air frais ses épaules massives, sa tête dure et chauve, ronde comme un gros galet, marquée d'une cicatrice. Près de lui, le Furon venu du Vercors claquait de chute en chute, dégringolant vers l'Isère.

(à suivre)

BLOC-NOTES SANTÉ

LES CAUSES DE LA BRONCHITE CHRONIQUE

Maladie fréquente, la bronchite chronique atteint environ 2 500 000 personnes en France, selon les estimations des chercheurs de l'INSERM réunis en congrès, sur le thème des «polluants respiratoires» en 1974.

Des études faites en Angleterre ont montré que cette maladie (qui frappe dix millions de personnes) est plus fréquente chez les ouvriers que chez les patrons. Le taux de mortalité est aussi plus élevé en zone urbaine, industrialisée, qu'à la campagne.

Une étude faite à Bordeaux a comparé les pourcentages de bronchite chronique d'une population industrielle d'habitat rural et d'une population industrielle d'habitat urbain : dans le premier cas, 7,9 % de bronchite invalidante, dans le deuxième 12,2 %.

Les climats froids et humides favorisent le développement de la bronchite, mais leur rôle n'est pas primordial : Norvège et Danemark, sont moins touchés par ce fléau que l'Angleterre et cela tient au fait que les industries y sont moins concentrées, les habitations plus confortables et mieux chauffées, les ouvriers ne sont pas non plus entassés dans des cités baignant en permanence dans le brouillard.

De la même façon, en France, les mineurs des Cévennes sont moins atteints de bronchite que ceux du Nord : les poussières de charbon y sont différentes, il n'y a pas d'autres usines polluantes et leurs habitations sont réparties dans la campagne au lieu d'être groupées autour des puits comme dans le Nord.

LA POLLUTION INDUSTRIELLE RESPONSABLE

Les rejets des usines, des foyers domestiques, et de la circulation automobile provoquent dans les cités urbaines industrielles, une pollution faite de gaz, de poussières et de particules radioactives.

Toutes ces émissions peuvent réagir les unes sur les autres pour donner des brouillards toxiques. Dans les villes, la force du vent est diminuée ; en cas de brouillard, les particules polluantes peuvent se mélanger à la vapeur d'eau et former ainsi des aérosols toxiques. Comme la température est plus élevée dans les villes, il se crée un courant d'air ascendant qui assure en partie l'épuration. Dans le cas où il y a inversion de la température, dans les vallées industrielles encaissées, une nappe d'air plus chaud recouvre la ville et les agents polluants sont emprisonnés au sol. C'est alors que se produisent des «accidents» mortels, comme celui de la vallée de la Meuse en 1930 qui fit 60 morts (du 1er au 5 décembre aux environs de Liège).

Lorsque les émissions gazeuses sont abondantes, elles peuvent aussi réagir entre elles pour former des brouillards oxydants contenant des peroxydes très irritants pour les bronches : ils sont présents autour de Los Angeles depuis 1912.

LES OUVRIERS SONT LES PLUS TOUCHÉS

Les travailleurs de force exposés aux intempéries ont quatre fois plus de bronchite que les employés de bureau. Les travailleurs des usines sont exposés en permanence aux vapeurs nitreuses, soufrées, d'oxyde de carbone, d'hydrogène sulfuré, aux vapeurs fluorées dans les usines d'aluminium et dans l'électronique, aux poussières de chaux dans les cimenteries, aux vapeurs de silice dans les mines, le bâtiment...

Ils quittent le travail mais, c'est pour être exposés aux vapeurs d'oxyde de carbone des tuyaux d'échappement des voitures, et trouver un logement dont l'atmosphère est souillée par les rejets industriels de vapeurs.

A TOUS CES FACTEURS SE SURAJOUTE LE TABAC

La fumée de cigarette est faite de très fines particules (un millième de millimètre) qui pénètrent très loin dans les voies respiratoires. Créant localement une irritation, comme les toxiques industriels acides, le tabac agit de plus en augmentant le taux d'oxyde de carbone dans le sang (on respire alors moins bien). Le tabac renforce aussi les effets des autres polluants, il est un facteur à ne pas négliger. Des études faites à Bordeaux ont montré qu'après 200 000 cigarettes, un fumeur avait deux chances sur trois de faire une bronchite chronique.

Docteur QdP

Prochainement :

COMMENT SOIGNER LA BRONCHITE CHRONIQUE ?

Programme télé

MARDI 1er FÉVRIER

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minutes pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Faits divers. Les naufragés de la mer
21 h 25 - La France défigurée
23 h 30 - TF 1 actualités

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Spécial Dossiers de l'Ecran. *Invité : Giscard D'Estaing*
23 h 30 - Journal de l'A 2

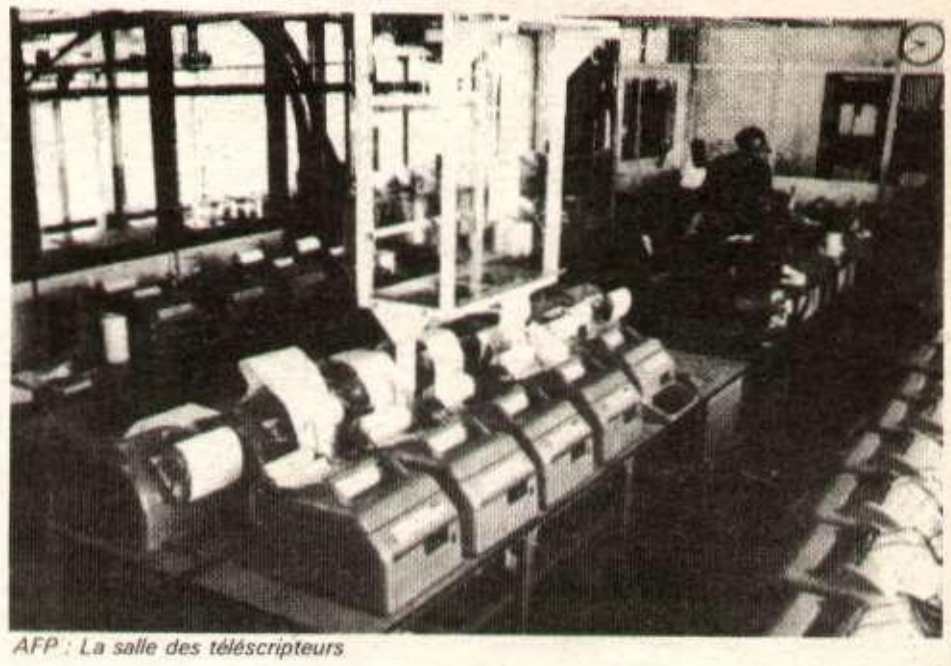
FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - FR 3 actualtés
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 30 - Westerns, policiers, aventures : *Le voleur qui vient diner*
22 h 10 - FR 3 actualités

MAIN BASSE SUR LA PRESSE

D'où provient donc l'information que, chaque matin, le lecteur trouve dans son quotidien de province, dans son «grand journal» parisien ? Des journalistes, bien sûr ! De ceux qui sont embauchés par ce journal pour faire ce travail. Oui et non. Oui, la page locale du «Progrès» de Lyon, du «Provençal» ou d'«Ouest-France» doit tout au correspondant du journal. Oui, également, les «grands journaux» ont leurs reporters qui «couvrent» l'événement important, leurs spécialistes qui suivent l'actualité économique, militaire, juridique...

Mais la base de l'information, la trame d'événements qui constitue l'actualité du jour, celle qu'on entend à la radio, celle qu'on voit à la télévision, qu'on lit enfin dans son journal, cette actualité-là, elle se fait ailleurs : dans les agences de presse. Concrètement, en France, à l'Agence France Presse. C'est de là que proviendront, pour beaucoup de journaux de province, la quasi-totalité de leurs informations nationales et internationales. C'est aussi là que seront mis en valeur ces sujets que, le lendemain matin, on retrouvera à la «une» d'à peu près tous les quotidiens.



AFP : La salle des téléscripteurs

Au pupitre de l'orchestre

Par Jean LERMET

ICI L'AFP, ICI L'ETAT

Huit cents journalistes, dont la moitié sont en poste à l'étranger. Un système de téléscripteurs qui crépite toute la journée, apportant du monde entier et de tous les coins de France l'information : voilà ce qu'aucun journal, si important soit-il, n'est pas en mesure de faire. Voilà ce que fait l'AFP, énorme machine à collecter, digérer les nouvelles avant de les redistribuer, de les revendre à la presse française et étrangère, à divers services officiels. Pour 1975, le chiffre d'affaires s'élevait à près de 200 millions nouveaux, à vingt milliards anciens.

SOUS LA SURVEILLANCE DE L'ETAT

«Organisme autonome doté de la personnalité civile et dont le fonctionnement est assuré suivant les règles commerciales» : selon son statut, l'AFP semble ainsi assuree d'une certaine indépendance vis-à-vis de l'État. Mais c'est une loi adoptée par le parlement, en 1957, qui a fixé son statut. Ce statut prévoit l'existence d'un «conseil supérieur», sorte d'organisme de surveillance, comprenant huit membres. Sur les huit, on note : un membre du conseil d'État, un membre de la cour de cassation, un représentant de la radio-télévision, un fonctionnaire colonial, un diplomate du ministère des Affaires Étrangères : cinq en tout, soit une majorité de personnalités liées directement à l'appareil d'État. Quant au conseil d'administration, on y retrouve encore, de droit, trois «représentants des services publics usagers de l'agence», deux «représentants de la radio-diffusion-télévision» : cinq membres sur seize. Les autres étant les représentants patronaux des journaux quotidiens (huit) et du personnel de l'agence (deux), plus le PDG.

Ainsi, l'AFP, de par son statut même, se trouve déjà être un organisme sur lequel l'État dispose de pouvoirs étendus. Il faut ajouter que l'équilibre financier n'est réalisé qu'à une seule condition : la souscription que les services publics d'un certain nombre d'abonnements, indispensables pour venir compléter les ressources provenant de la presse. Chacun de ces abonnements est payé au tarif de celui souscrit par un journal tiré à 180 000 exemplaires.

L'AFP, compte-tenu de ces différents facteurs, a en réalité tout d'une agence «officielle».

EN DIRECT DES MINISTRES

Sur un centaines de journalistes ayant pour tâche, à Paris, de collecter l'information, sept en tout sont disposés au service «social» : il n'y a pas si longtemps, ils n'étaient encore que cinq. Sept pour cent : telle est donc, dans les préoccupations de l'AFP, la place accordée à la situation des masses, aux luttes que mènent la classe ouvrière et les autres couches populaires. On trouvera, en revanche, deux journalistes ayant leur bureau à la présidence de la République, deux chez le premier ministre, deux au ministère de l'Intérieur. Il n'est pas un ministère auprès duquel un journaliste de l'AFP ne soit spécialement accrédité. A l'Assemblée Nationale, ils sont six à suivre les débats et à recueillir dans les couloirs les bruits divers concernant les combinaisons parlementaires.

Ainsi, ce que disent Poniatowski, Lecanuet ou Barre, l'AFP en rendra compte : ils sont ministres ; leurs propos, ceux de leurs services, sont automatiquement considérés plus «sûrs» que toute autre information. Naturellement, l'AFP est supposée préciser ses sources : libre, donc, aux journaux, de signaler, par exemple, que telle version de l'arrestation d'Abou Daoud provient du ministère de l'Intérieur. En réalité, les choses ne se passent pas ainsi. D'une part, l'AFP ne donne pas toujours ses sources : assez fréquemment, elle endosse à son compte la version officielle de tel ou tel évènement. Ensuite, les journaux, à leur tour, ne se donneront pas la peine de préciser les sources de l'AFP : rien ne les y oblige. Ainsi, petit à petit, la version du ministère deviendra celle de la presse.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AFP

Outre le PDG, Claude Houriez (ex vice-président du syndicat patronal de la presse régionale), il comprend à l'heure actuelle, au titre des représentants de la presse : Bellanger (vice-président), successeur d'Amaury à la direction du «Parisien Libéré», Louis Alexandre («L'Aurore»), Garnier (presse sportive), Beuve-Méry (ancien rédacteur en chef du «Monde»), Lemoine («Sud-Ouest»), Estrangin («Ouest-France»), Bujon («Midi-Libre»), Coudurier («Télégramme de Brest») ; pour la radio-télévision : Jacqueline Baudrier et Contamine.

«ALLO, L'AFP ? DITES-DONC...»

Naturellement, le téléphone, qui fonctionne si facilement dans un sens, va aussi marcher dans l'autre. Les interventions officielles, si elles ne déterminent pas fondamentalement l'orientation des nouvelles, contribuent quand même à la constituer. Certains sont célèbres par la fréquence de leurs pressions : ainsi Servan-Schreiber, au point que certain journaliste du service politique, avant d'écrire la moindre ligne à son sujet, choisira ses mots plus que pour tout autre. Barrot, du CDS, le RPR Neuwirth, s'adressent également à la direction quand quelque chose leur déplait.

On se souvient particulièrement d'une intervention directe de l'Élysée, lorsque Tito a repoussé le voyage que Giscard devait faire en Yougoslavie : le correspondant à Belgrade ayant fait savoir que ce n'était pas pour cause de maladie, il a été prié de revenir sur son point de vue.

Le gouvernement n'est d'ailleurs pas le seul : pour avoir rapporté intégralement les propos d'un directeur d'IBM France, qui savait pourtant avoir affaire à un groupe de journalistes lorsqu'il les avait tenus, l'AFF s'est attirée une protestation.

DE LA GAUCHE COMME DE LA DROITE

Dans l'«opposition», on ne se prive pas non plus de manifester son humeur : Defferre, par exemple, a demandé le black-out sur la répression organisée par la mairie de Marseille contre les éboueurs en grève. Le PCF lui-même ne se gêne pas, à l'occasion. Ainsi, à propos de l'accord sur les élections municipales de juin dernier, Andrieu, rédacteur en chef de l'«Humanité», écrivait :

«On s'étonnera de ce que l'on peut considérer, au choix, comme de la légèreté ou comme une falsification délibérée». Le journaliste avait eu le tort, conformément à la vérité, de dire que les principales concessions étaient celles du PCF !

On aurait tort de s'imaginer que semblable pression, venant de l'opposition, est pour autant négligeable : le caractère «officiel» de l'AFP concerne aussi les éventuels remplaçants du pouvoir en place : si la parole de Giscard vaut plus que celle de Marchais, celle de Séguy est à son tour, pour cet organisme, bien supérieure à celle de tel collectif de travailleurs en lutte.

Non que les journalistes soient forcément de cet avis. Mais le poids des structures est là pour donner le ton général. Au reste, il suffit de si peu de choses pour censurer sans en avoir l'air : une information transmise avec trois heures de retard, un commentaire publié le lendemain au lieu de l'être le jour même, et c'en est fait : l'actualité est morte, il faut passer à autre chose, la trace ne se retrouvera pas dans la presse.

L'AVENIR : CONVULSIONS ET CONVERSIONS

Naturellement, cet appareil ne va pas sans contradictions. Entre un certain nombre de journalistes et la direction, d'abord : dans la dernière période, les syndicats CFDT et CGT ont accru leur audience. Aussi, une plus grande facilité semble exister pour «faire passer» un certain nombre d'informations. Les contradictions du pouvoir, ses incertitudes, ne sont pas sans conséquences sur ce plan. Ainsi, un des moments de plus grande liberté d'allure aura été la période précédant le deuxième tour des élections présidentielles de 74, où le résultat était tangent.

En même temps, on voyait commencer à se dessiner de curieux mouvement : ainsi, par exemple, un certain nombre de dirigeants de l'agence, qui restent encore du temps où le parti socialiste, alors au gouvernement, plaçait ses hommes, se sont brusquement souvenus de leurs convictions, après avoir des années durant fait la besogne que demandaient les équipes en place. On remarquait tout particulièrement le directeur de l'information Lagrange et le rédacteur en chef La France. Si, demain, l'union de la gauche devait se trouver au pouvoir, elle n'aurait pas perdu d'avance, à l'AFP, la bataille de l'information.

Des projets anti-grève

Lors de l'investissement par la police de l'imprimerie du «Parisien Libéré», les journalistes de l'AFP, avec l'ensemble du personnel syndiqué de la presse, se mettent en grève. Mieux, ils choisissent de ne publier ce jour-là comme information que les communiqués syndicaux concernant la lutte du «Parisien». Dans les jours qui suivent, le député R.I., Gilbert Gantier, rapporteur parlementaire sur le régime fiscal de la presse, dépose un projet de loi instituant un «service minimum» pour les journalistes de l'agence. Le projet doit venir en discussion lors de la session parlementaire d'avril. Il n'est certainement pas pour déplaire aux patrons de presse : ceux-ci, y compris au «Monde» et au «Quotidien de Paris», n'ont-ils pas multiplié les plaintes amères lors des diverses grèves de solidarité avec le «Parisien» ?